



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

SIGNATURE D'UN ACCORD DANS LE DÉSACCORD



Voir page 4

L'accord signé à l'Hôtel El Rancho, le vendredi 14 mars par Michel Joseph Martelly, est un accord de la honte qui ne vise qu'à rendre confortable le pouvoir en place et diviser beaucoup plus les institutions.



Lachanm legalize Pwotokòl Akò a Page 6

English Page 9



Discours du Sénateur Moise Jean-Charles à l'Onu le 13 mars 2014 Page 7

LA CARICOM EXIGE LES RÉPARATIONS POUR LES PEUPLES OPPRIMÉS



Voir page 4

Le 25e Sommet de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui s'est déroulé les 10 et 11 Mars a débouché au moins sur deux grandes décisions dont Haïti sera la plus grande bénéficiaire: Le dossier de la dette historique des anciens oppresseurs coloniaux et le dialogue engagé entre Haïti et la République Dominicaine sur l'Arrêt 168-13 de la Cour constitutionnelle qualifié de raciste et discriminatoire



«Etre communiste, c'est refuser le défaitisme» Entretien avec William Sportisse! Page 10



Quand la CIA espionne le Sénat américain Page 17

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier
Oxygène David

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérusse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

L'impérialisme à visage populaire!

Par Berthony Dupont

La nouvelle politique qu'applique la Maison blanche, au Département d'État et au Pentagone, n'a pas au fond changé dans son agressivité à renverser les régimes populaires et progressistes. Ce sont plutôt certains mécanismes de contrôle et de domination qui ont été maquillés voire même colorés pour mieux programmer de sales coups. Les intérêts essentiels et les manœuvres demeurent les mêmes. C'est dans cette optique que nous retrouvons ces révolutions dites de couleur : « révolution des roses » en Géorgie (2003), « révolution orange » en Ukraine (2004), « révolution des Tulipes » au Kirghizistan (2005), « révolution verte » en Iran (2009).

A bien comprendre ces révolutions, elles rappellent le sucre et le sel raffinés. Ils se ressemblent par la couleur, mais leur saveur est bien différente. Il en est de même pour les mobilisations soi-disant populaires en cours maintenant, soit au Venezuela, soit en Ukraine. Elles peuvent paraître semblables aux revendications des peuples pour des changements structurels, alors que au fond, c'est tout le contraire ; de sorte que la couleur de l'atmosphère politique dominante n'est qu'une farce, un trompe-l'œil, une attitude truffée de perfidie et de sous-entendus ; rien que pour la défense des intérêts monopolistes qui sont désormais mis en question dans un grand nombre de pays, par les masses populaires conscientes et conséquentes.

C'est pour vous dire que toutes les mobilisations populaires n'ont pas les mêmes objectifs. Il y en a qui sont pour le renforcement de la démocratie populaire, tout comme il y en a qui ne sont que pures manipulations sinon des manœuvres réactionnaires au service des pays impérialistes. Les événements qui se sont déroulés au Venezuela, lors du coup d'état du 12 avril 2002 contre Hugo Chavez et ceux actuellement contre le président Nicolas Maduro proviennent de ces mêmes secteurs réactionnaires au visage populaire toujours au service de l'impérialisme américain prenant en charge de déstabiliser la révolution Bolivarienne du 21e siècle.

En Haïti, nous avons eu l'illustration la plus éclatante avec la Convergence Démocratique et la fameuse «caravane de l'espoir» d'Andy Apaid, de Baker, d'Evans Paul, de Rébu, de Delpé, de Serge Gilles et autres qui avaient emboîné bon nombre d'étudiants pour déstabiliser le gouvernement d'Aristide et qui finalement ont ouvert la porte à l'actuelle occupation du pays aboutissant au régime crapuleux de Martelly-Lamothe.

Certains se sont-ils jamais posés les questions suivantes : pourquoi les Etats-Unis avaient-ils appuyé les mobilisations d'Andy Apaid en 2003, celles contre Chavez en 2002 et celles en cours contre Maduro alors qu'ils ont boudé jusqu'à même boycotter et faire réprimer les manifestations populaires contre Michel Martelly, empêchant par ainsi le peuple même à aller revendiquer ses droits devant leur ambassade à Tabarre ? Pourquoi la presse étrangère au service des grandes puissances n'a-t-elle jusqu'à présent rien relaté des dérives révoltantes de ce régime ? Simplement du fait que toutes les mobilisations n'ont pas les mêmes visées. Toutes les mobilisations ne portent pas les mêmes fruits dans leur panier. Le sel et le sucre raffinés peuvent paraître de même couleur, mais ils ne sont pas de même goût.

A ce compte, on ne s'étonne nullement d'entendre l'ex-président déchu de la chambre des députés, Jean Tholbert Alexis, lié aux parlementaires au service de la Présidence (PSP), avouer : « Le peuple haïtien est solidaire du peuple vénézuélien qui manifeste dans

les rues et qui demande la liberté... » (sic) ; et dans la foulée son collègue Jonas Coffy de déclarer pour sa part : « Nous allons apporter dans les prochains jours notre appui aux étudiants manifestant au Venezuela ». Sous prétexte de critiquer Martelly et Lamothe, ils montent au créneau contre le président Maduro du Venezuela avec le culot de déclarer que le peuple haïtien soutient l'opposition, les contre-révolutionnaires vénézuéliens à la traîne des impérialistes aux Etats-Unis. De quel peuple haïtien parlent-ils ? Si ce n'est de leurs cohortes de gnbistes, de mercenaires, de trafiquants à la solde du régime qu'ils appuyaient hier encore.

Toutes ces allégations ne peuvent tromper que ceux et celles qui veulent bien se laisser enfanter. Est-ce vraiment dans ce même dessein sinistre que l'organisation populaire Force patriotique pour le respect de la constitution (Foparc), le même 14 mars, dans une conférence de presse s'est laissée emporter par le même élan et dans la même veine, par le truchement de Buron Odigé, prétextant que Martelly avait promis l'argent de Petro Caribe aux députés afin qu'ils ne reconduisent pas Jean Tholbert Alexis à la tête de la chambre basse ? Drôle de coïncidence ! Ils vont écrire à Maduro et à l'opposition pour dénoncer les largesses du gouvernement vénézuélien à l'égard de celui d'Haïti. Dans ce cas, la similitude de ces trois déclarations n'est nullement fortuite !

Il faut que certaines organisations populaires ne se laissent pas emporter par n'importe quel courant ; ce qui ne servira qu'à affaiblir la lutte. Il se pourrait que ce soit le fait de faiblesse idéologique quand certaines organisations se réclamant du secteur populaire sont en train de prendre de telles positions. C'est précisément ce que recherche Washington, des revendications à visage populaire pour se faire des alliés et des complices au sein des masses populaires pour accomplir leur sale mission. Au lieu de lutter résolument pour changer le régime de mercenaires que les Etats-Unis ont mis au pouvoir en Haïti, certains préfèrent faire le travail des impérialistes américains, en proposant d'aller, à leur place, déstabiliser la révolution bolivarienne. Mais la plus grande faute est imputable à l'absence de leadership au sein du parti politique Fanmi Lavalas auquel appartient le Foparc, qui lui-même également n'a pas pris aucune position dans ces menées subversives impérialistes contre la révolution bolivarienne, laissant aux organisations de bases le soin de prendre n'importe quelle position et parfois même les abandonnant sous la coupe des manipulateurs ou agents des puissances capitalistes comme le révèlent bien le rôle des députés Jean Tholbert Alexis et Jonas Coffy.

L'aide du Venezuela et de Cuba à Haïti, c'est une aide d'État à l'État. Non pas personnellement à Martelly ou à Lamothe. C'est à nous qu'il appartient, peuple haïtien, de changer de régime de gouvernement afin que l'aide des peuples frères ne soit pas gaspillée. C'est absurde de critiquer Chavez ou Maduro pour l'aide accordée à Haïti. Une telle position politique, c'est faire le jeu des ennemis des peuples du monde en l'occurrence le gouvernement impérial des Etats-Unis. Et quelle ingratitude, à part cela !

La Coordination Dessalines invite les masses populaires et leurs organisations à s'efforcer de briser courageusement les manœuvres de subversion et de sabotage des impérialistes, de les combattre même à visage populaire, et de liquider les séquelles de la domination coloniale des impérialistes, afin de sauvegarder fermement les conquêtes révolutionnaires et les relations de solidarité entre les peuples haïtien, cubain, bolivien, équatorien, vénézuélien et tant d'autres en lutte contre l'ennemi commun, le perturbateur de la paix et de la sécurité des peuples, la pieuvre impérialiste.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Haiti, vue de l'intérieur (26) Les Partis politiques sous Martelly

Par Catherine Charlemagne

Avant de boucler la semaine prochaine notre long voyage à travers Haïti nous ne pouvons pas intervenir sur ce que nous avons pu observer durant ces trois années passées à essayer de comprendre la société haïtienne. Le comportement des Partis, Mouvements, Organisations et leaders politiques a été pour nous une confirmation de ce que nous savions déjà. Leur insignifiance et leur poids dans la société dépassent tout ce que l'on pouvait imaginer. Comme pour presque tout dans ce pays, les partis politiques et leurs chefs font partie de la problématique haïtienne. Car si les dirigeants étatiques et gouvernementaux ont leur part de responsabilité dans cette décadence historique de la première nation nègre du continent américain, ils ne sont pas moins soutenus et aidés par les forces politiques qui se prétendent aujourd'hui être porteurs d'une autre politique.

Hier aux responsabilités publiques ou éternels opposants, tous les partis politiques haïtiens sont coresponsables de cette décente aux enfers. Michel Martelly, aujourd'hui chef de l'Etat était hier, lui-même, l'un des grands pourfendeurs du système auquel il s'y plaît tant maintenant. En agissant ou en voulant agir comme ses prédécesseurs, en tentant de contourner systématiquement les institutions légales du pays, en l'espace de quelques années, il a tout perdu. L'estime et le crédit que les plus incrédules lui portaient. Devenu l'adepte de la politique du pire, il n'a fait que renforcer les partis politiques dans leur démarche de tourner en rond. Sans projet ni vision, aucune formation politique haïtienne ne semble capable de se projeter dans l'avenir. Résultat : rares sont les partis politiques qui peuvent prétendre arriver au pouvoir par voie légale et démocratique. Ainsi, chaque scrutin organisé dans ce pays demeure une surprise. Sorte de jeu de poker. Et ce n'est pas sans raison que chaque pouvoir a tendance à faire de l'organisation d'une élection en Haïti une affaire personnelle.

Ce combat d'arrière garde totalement anachronique puise sa source dans l'idée que se font tous les régimes haïtiens vis-à-vis des partis politiques et vice-versa. De ce fait, l'histoire devient répétitive : a priori négative envers les partis politiques et la démocratie. Election sous la pression de la rue ou de la Communauté internationale. Dictature en herbe ou confirmée. Slogan élection ou démission, etc. Ce cocktail explosif et forcément dangereux est récurrent. Il devient malheureusement un fardeau que le pays paie au détriment de son développement et du progrès social. Or, le parcours emprunté par les partis ou prétendus tels ne laisse aucun doute sur le résultat à venir. En effet, depuis le début de ce que certains qualifient d'accident de parcours ou de catastrophe nationale avec l'élection de Michel Joseph Martelly à la présidence de la République, la perception des dirigeants des partis ou formations politiques en



Marc Elie Nelson

Haïti n'a point changé.

Aux premiers jours de la présidence de ce virtuose des carnivals, le plus incroyable qu'absurde que cela puisse être, les partis politiques, à une ou deux exceptions près, s'étaient mis en condition afin de prendre part au



L'affaire qui a secoué le GREH (Grand Rassemblement pour l'Evolution d'Haïti) de l'ex-colonel Himmler Rébu.

gouvernement de l'administration de Martelly en se repliant dans leurs quartiers généraux en attente d'un coup de fil du Palais qui n'est jamais arrivé. Ainsi entre 2011 et 2013, les partis politiques haïtiens tournaient en rond et se trompaient de combat comme d'habitude. Comprenez qu'il a aussi gagné la seconde manche, la première étant son élection en 2011, le Président Michel Martelly qui n'a jamais fait grand cas des partis politiques ni de leurs responsables va tenter de brouiller encore plus la piste pour s'imposer en unique maître absolu du jeu politique haïtien. Le chef Suprême comme il se plaît à le répéter. Pour y parvenir, il a commencé par semer la confusion dans une démarche purement démagogique comme on l'a déjà vu dans ce pays. Sous couvert de réconciliation nationale, le chef de l'Etat entreprend une série de visites médiatisées auprès des anciens Présidents de la République.

Une opération de communication qui a très bien fonctionné. Puisque dans un premier temps les partisans de ces anciens chefs d'Etat ont été perturbés, voire égarés. L'autre exemple le plus frappant est l'affaire qui a secoué le GREH (Grand Rassemblement pour l'Evolution d'Haïti) de l'ex-colonel Himmler Rébu. Sans entrer dans les détails, l'on s'aperçoit que le départ du colonel à la tête de GREH a donné lieu à un véritable suicide collectif dans le parti. Son jeune protégé et son successeur, Marc Elie Nelson, assoiffé de pouvoir et de fortunes a vite fait de transformer le GREH en tremplin pour son propre intérêt sans tenir compte ni du collectif ni de l'avenir de la forma-

tion dont il avait l'honneur de diriger. Il aura suffi d'un simple geste de la part de la présidence de la République pour que Nelson bluffe tous ses petits camarades et intègre l'équipe de Martelly à la cloche de bois sans demander l'avis et rien dire à personne. Or c'est justement ce que cherchait le chef de l'Etat.

Comme l'ancien Président Préval et bien d'autres avant lui, Michel Martelly ne croit nullement à l'utilité des partis politiques et ne songe qu'à une chose : les neutraliser. Dans le cas de Marc Elie Nelson, en devenant Directeur général du Ministère des Haïtiens vivant à l'Etranger sans l'accord et l'aval de son parti, il donne raison au chef de l'Etat que les partis politiques en Haïti ne sont que des gadgets. D'ailleurs, combien sont-ils, ces partis ? Aujourd'hui, l'on peut seulement faire une estimation sur leur nombre en Haïti. Et ce n'est pas la nouvelle loi sur les partis politiques qui va arrêter leur prolifération.

Certes, en décembre 2013, la Chancellerie avait avancé le chiffre officiel de 120 partis enregistrés. Puisque pour pouvoir mener des activités politiques sur le terrain et faire des demandes de subvention, il faut être légalement reconnu. Mais tout ceci reste très théorique. Dans la pratique l'on est très loin du compte. Ce d'autant plus que, les partis politiques, c'est pratiquement tous les jours qu'on apprend que tel ou tel parti politique vient d'être créé. Certaines formations demeurent régionales, voire locales. En fait, certains avancent le chiffre faramineux de 150 à 200, voire plus, le nombre de formations politiques quadrillant le pays. Pour se faire une idée du nombre pléthorique des partis ou mouvements politiques en Haïti, il faudrait attendre la période des élections durant laquelle les leaders se dévoilent et font tout pour être vus des pouvoirs publics et des potentiels électeurs.

Sans vouloir acculer les partis politiques haïtiens on peut dire qu'ils ont été pour beaucoup dans les revirements ou volte-face de la présidence sur des dossiers qu'elle voulait traiter en solo. Certes, les responsables de différents Mouvements ont pu monter au cours de l'année 2013 des alliances ou des coalitions anti-Martelly ; entre autres le Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD). Mais peut-on dire qu'il y a du nouveau sous le ciel d'Haïti dans le domaine des formations politiques depuis le départ du Président René Préval ? Pas vraiment. Dans la mesure où ni sur le plan structurel ni sur le plan de propositions politiques, il n'y a pas de différence avec l'ancien pouvoir, l'on peut même conclure que les partis politiques et leurs leaders sous Martelly ont perdu en influence. Alors que l'arrivée aux timons des affaires du maestro *Sweet Micky* ouvrait un boulevard devant eux. Mais ces partis politiques n'ont pas su saisir l'opportunité afin de se présenter en de vrais opposants à cette infamie que constitue ce holdup politique favorisée par une Communauté internationale en mal de modèle en Haïti.

C.C

Une plainte en justice contre le sénateur Wenceslas Lambert



Daniel Théodore

Par Jackson Rateau

Le mercredi 13 Mars écoulé, en début de journée, accompagné de ses avocats, en l'occurrence, MM André Michel et Newton Louis Saint Juste, l'étudiant en agronomie, Daniel Théodore, terriblement brutalisé par Wenceslas Lambert, ce forcené de sénateur, a déposé une plainte au parquet de Jacmel contre son bourreau. Dans un élan de solidarité avec la victime en ce moment de grande adversité, des centaines d'étudiants et de citoyens du Sud-est renforcés par des camarades de Port-au-Prince ont défilé dans les rues jusqu'aux portes du parquet pour protester contre cet acte barbare de ce parlementaire tortionnaire, supporteur inconditionnel des bandits légaux au pouvoir en Haïti. La manif, qui a été soutenue par de nombreuses organisations de droits humains, a été contrée aux portes du parquet par une dizaine de suppôts du criminel sans vergogne, Wenceslas Lambert. Le matin du lundi 10 Mars, juste quelques heures après son acte crapuleux, le parlementaire sanguinaire, Wenceslas Lambert, flanqué de ses agents de sécurité, juste devant un établissement commercial de la ville de Jacmel, Philippe Bureau d'Echange, a saisi le malheureux Théodore, l'a fourré à l'intérieur de son véhicule et l'a tabassé à nouveau au niveau même de la plaie à la bouche, dans le but de l'achever cette fois.

L'un des avocats de la victime, maître André Michel, au moment du dépôt de la plainte au tribunal de première instance de Jacmel, s'est ainsi exprimé sur la situation : « Le sénateur Wenceslas Lambert, ayant avoué avoir brutalisé et séquestré Daniel Théodore, finira par comparaître devant la justice. Il sera puni par la loi. Il n'y a pas seulement dans ce département des voyous, des dealers de drogue, des kidnappeurs, y vivent aussi des citoyens honnêtes. C'est clair, il y a des gens en Haïti qui ont brigué le pouvoir dans l'unique objectif de dilapider les biens de l'Etat et ceux d'autrui, de trafiquer de produits narcotiques, pour aussi se vautrer dans la corruption, molester des gens et leur cracher dessus. Devant les pouvoirs politiques arbitraires, la justice se tait, mais, elle ne meurt pas ».

« Selon l'article 5 de la déclaration universelle des droits de la personne humaine, nul n'est autorisé à torturer ou à infliger des mauvais traitements à son semblable. L'article 19 de la constitution de 1987 dit ceci : L'Etat a l'impérieuse obligation de garantir le droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme », a indiqué le représentant

de la Plateforme des Organisations Haïtiennes de Droits de l'Homme (POHDH), Antonal Mortimé qui s'engage à accompagner Théodore.

La victime du sénateur Lambert, Daniel Theodore, s'exprimant sur une station de radio de la capitale de Port-au-Prince a confirmé avoir travaillé dans la campagne électorale du sénateur Wenceslas Lambert durant les élections de 2009. Il a aussi confirmé les rumeurs selon lesquelles ce tortionnaire avait déjà maltraité beaucoup d'autres paysans dans le Sud-est. « Li di mwen te ale nan rankont lan nan objektif pou m te kraze l. Men, lèdi, lè limenm ak sekirite l yo te sezi m, yo boure m nan machin li, bat mwen ankò nan menm maling lan nan bouch mwen, se pa nan reyinyon l te ye. Yè, pandan m' te al pote plent nan pakè a, gen yon lòt malere peyizan menm jan ak mwen li



Wenceslas Lambert

te bat pou yonlizyè tè, li te vin depoze plent pa l tou kont ansasen an. Kòm Wenceslas Lambert pa senatè avi, yon jou li gen pou l konparèt devan lajistis. Lè sa a, mwen menm ak tout lòt viktim li te maltrete yo, nou va jwenn jistis. Lavi m menase anpil anpil. Pou sekirite pa m ak sekirite paran m, se nan mawon m'ap viv... ».

Le sénateur Lambert, lors d'un faux semblant d'excuse, s'est arrogé le droit d'insulter le militant politique et l'étudiant, en d'autres termes sa victime, Daniel Theodore : «...Tout peyi a konnen, dimanch 10 Mas 2014 la, nan Marigo, zòn ba Koraysoul, gen yon ensidan ki te mete Wenceslas Lambert ak Daniel Théodore fas a fas. Tout peyi a konnen tou reyaksyon senatè Lambert nan moman sa a...Nan nom moral repiblikèn, mwen prezante eskiz bay fanmi mwen...nasyon an, tout ayisyen k'ap viv anndan kou deyo, enstitisyon m ladann nan, kidonk, sena repiblik la, tout kolèg mwen yo, mandan m yo nan tout Sidès la ak tout Daniel. M'ap tou pwofite bay Daniel yon konsèy k'ap bon pou li pou tout vi l. Pa kontinye nan vwa sa a, li p'ap bon pou ou. Ou pa t janm dwe antre nan reyinyon m san m pa t envite w, ak lesprin premedite pou w te vin kraze reyinyon an. Sa w fè a rele vagabondaj. Jodi a, akoz zak malonèt ou a, mwen viktim, ou viktim tou. Mwen viktim de move konpòteman w, de move ajisman w. si w te respekte tèt ou, si w te respekte dwa w ak devwa w, sa pa t'ap rive la. Si w pat vin manke m dega, agrese m, sa pa t'ap rive la... ».

Oui ! La victime toujours transformée en bourreau et le bourreau à vouloir se faire passer pour la victime. C'est ainsi, puisqu'avec tant d'actes criminels imputables à l'Etat, l'impunité suit une trajectoire ascendante, les bourreaux se complaisent dans l'arrogance et aux victimes de se retrancher dans le maquis.

Incendie à Grand Goâve, un mort, une blessée grave

Par Jackson Rateau

Dans la mi-journée du lundi 17 Mars 2014 en cours, dans la

commune de Grand-Goâve, un incendie qui a ravagé une tente a fait un triste bilan d'un mort et une blessée grave. La mère de deux fillettes cuisinait pour ses en-

fants. Elle les a enfermées dans la tente de paille, et est partie chercher de l'eau. Le feu sous une marmite que les petites enfants n'avaient pas pu maîtriser, s'était

vite transformé en un brasier qui, d'un seul souffle, a emporté la cahute dans les flammes. Une des enfants, Dieudeline, 4 ans est morte carbonisée. Tandis que,

l'autre fillette gravement blessée, dont on n'a pas précisé le nom, a été sauvée grâce à un voisin qui a eu le temps de l'attraper au beau milieu de l'incendie.

La CARICOM exige les réparations pour les peuples opprimés

Par Thomas Péralte

Le 25e Sommet de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui s'est déroulé les 10 et 11 Mars dernier a débouché au moins sur deux grandes décisions dont Haïti sera la plus grande bénéficiaire : Le dossier de la dette historique des anciens oppresseurs coloniaux et le dialogue engagé entre Haïti et la République Dominicaine sur l'Arrêt 168-13 de la Cour constitutionnelle qualifié de raciste et discriminatoire. Et, l'absence de dirigeants qui se mettent à la hauteur de leur tâche ne peut pas contribuer au rapport de force nécessaire à la CARICOM pour forcer les anciennes puissances coloniales à réparer les anciennes colonies et de restituer à Haïti les 90 millions franc-or extorqués en reconnaissance de l'Indépendance conquise au prix de lourds sacrifices de nos ancêtres. Avec l'adoption de la loi Taubira du 10 mai 2001, la France, ancienne puissance coloniale reconnaît l'esclavage comme étant un crime contre l'humanité. Car, selon un principe sacro-saint, tout crime mérite d'être réparé et toute acquisition illégale et forcée mérite d'être restituée.

Pour y parvenir, les représentants des 15 pays membres de la CARICOM ont paraphé un accord, à savoir : Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominique, Haïti, Jamaïque, Grenades, Guyane, Montserrat, Sainte-Lucie, Surinam, Saint-Kitts et Nevis, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinité et Tobago ont décidé de mettre en place un plan en dix (10) points, une commission régionale des réparations et engagé un cabinet d'avocats. Ce plan vise à exiger des anciennes puissances coloniales des dédommagements financiers, comme répliques persistantes de la traite des esclaves à travers l'Atlantique. Il comprend entre autres des excuses officielles publiques, l'annulation de la dette des anciennes puissances coloniales, comme la Grande Bretagne, la France et les Pays-Bas, une aide européenne pour renforcer le secteur de la technologie, de la Santé et de l'éducation dans la région ainsi que des institutions culturelles, telles que des musées et les centres de recherches.

La commission des réparations de son côté doit travailler à ce que davantage soit fait pour les descendants d'esclaves dans les Iles confrontées à de graves problèmes économiques. L'un des avocats du cabinet Leigh Day, en Angleterre, Martyn Day a annoncé qu'une réunion devrait avoir lieu à Londres entre les représentants des Caraïbes et l'Europe et cette rencontre permettra aux clients de déterminer rapidement si leurs préoccupations sont prises au sérieux. « Des plaintes vont sans doute être déposées par devant les gouvernements britanniques, français, néerlandais, et probablement Suédois, norvégien et danois. Ces plaintes seraient envoyées d'ici la fin du mois avril, » a déclaré Martyn Day.

Les nouveaux dirigeants de l'organisation régionale confirment qu'un cadre légal a déjà été mis en place pour statuer sur la nécessité de continuer d'exiger les réparations. Concernés par cette démarche judicieuse, les pays membres de la CARICOM ont déjà constitué des structures chargées de poursuivre les anciens pays colonisateurs pour crimes contre l'humanité. « Je dirais que nous avons fait de bon progrès sur cette affaire et, avant la fin du mois de juin 2014, des démarches vont être entreprises dans les pays européens en ce qui concerne la question des réparations. Nous croyons que nous avons le droit et les faits de notre côté pour engager le procès contre les génocides des populations indigènes et l'esclavage africain et nous ferons de ce sujet notre cause. Les choses ne sont jamais faciles, mais il s'agit de 15 pays souverains, représentant 16 millions d'habitants (Haïti seule représente plus de 10 million) avec une énorme diaspora aux Etats-Unis, au Canada et en



Le président de la CARICOM Ralph Gonsalves dit attendre avec impatience le projet de loi promis par le président dominicain, Danilo Médina depuis le 27 février dernier

Europe ; (celle d'Haïti avoisine 5 millions). Je pense que nous avons une certaine influence dans la région. Nous sommes convaincus que nous avons la loi et les actes de notre côté, » a déclaré, le président de la CARICOM, également Premier ministre de Saint-Vincent et les Grenadines, Ralph Gonsalves à l'issue du Sommet. Il a en outre affirmé qu'après les premières discussions, ils vont soumettre une demande formelle des réparations. La CARICOM dit être prête à opter pour un litige si l'Europe refuse de négocier.

Haïti de son côté doit se mettre au pas, puisque ce dossier la concerne sous deux (2) angles : réparation et restitution comme l'avait sollicité l'ex-président, Jean Bertrand Aristide au début de l'année 2003. Le premier concerne la réparation du crime de l'esclavage durant plus de 400 ans et le second la restitution de la dette de l'Indépendance extorquée par l'ancienne puissance coloniale française. On l'appelle dette historique, les 90 millions franc-or. En 2003, à l'occasion de la commémoration du bicentenaire de la mort du précurseur de l'Indépendance d'Haïti, Toussaint Louverture, le président d'alors, Jean Bertrand Aristide fit un discours dans lequel il avait demandé à la France la réparation des dommages dûs à l'esclavage et la restitution de 90 franc-or ; l'équivalent est évalué à 21 milliards 685 millions, 135 mille, 571.48 de dollars US. Le coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 a mis fin à cette démarche louable. Dix (10) ans plus tard le dossier de réparation et de restitution refait surface et la CARICOM a tout mis en place pour le faire avancer.

Haïti, la première République nègre du monde appauvrie par la puissance coloniale française, assujettie par l'occupation de la puissance impérialiste des Etats-Unis, rongée par la dictature des Duvalier, elle-même supportée par les puissances mentionnées ci-dessus, a besoin de cet argent devant lui permettre de rompre avec la politique de mendicité de l'aide internationale qui est une source de richesse pour certains ressortissants étrangers, patrons des Organisations Non-Gouvernementales dites ONG. La restitution et la réparation vont pouvoir sortir Haïti de l'ornière de la pauvreté et du sous-développement. L'aide internationale et le néolibéralisme ne font que contribuer à la destruction de la production nationale et maintenir la première République noire sous la domination étrangère et l'exploitation capitaliste. L'Appel est lancé à tous les progressistes et révolutionnaires de travailler à la désoccupation du territoire national, la réparation et la restitution, leur cause profonde à défendre. Elles doivent également servir comme étant de véritables outils de lutte pour réveiller la conscience collective afin de forcer la main aux anciennes puissances coloniales. Il faut rappeler toutefois que la CARICOM est la seule organisation régionale qui a toujours pris des positions correctes et fermes sur des dossiers concernant la vie du peuple haïtien. La position de la CARICOM sur le dossier de la dénationalisation des Dominicains d'origine haïtienne est ferme. Le président de la CARICOM Ralph Gonsalves dit attendre avec impatience le projet de loi promis par le président dominicain, Danilo Médina

Signature d'un accord dans le désaccord

Par Isabelle L. Papillon

Le dialogue politique et institutionnel dit inter haïtien démarré depuis le 24 janvier dernier avec la médiation de la Conférence Episcopale d'Haïti, à l'Hôtel El Rancho, à Pétion-ville a pris fin le vendredi 14 mars avec la signature du président Michel Joseph Martelly, le secrétaire du bureau du Sénat haïtien, Steevens Irvenson Benoit et les partis politiques qui y prenaient part, pour essayer de trouver une solution à la crise politique qui bouleverse les institutions haïtiennes, que la constitution de 1987 déjà donne les voies à suivre pour gouverner le pays, organiser les élections et amender la loi mère. Cet accord à El Rancho repose sur trois grandes thématiques : la gouvernance, les élections et la constitution.

Au niveau de la gouvernance, les acteurs estiment que la gouvernance du régime tètcale de Martelly-Lamothe bloque le fonctionnement de l'Etat dans sa fonction de garantir le processus de démocratisation. Ils ont plaidé en faveur du renforcement de l'action gouvernementale, du respect de la séparation des pouvoirs, suivant le principe établi par l'esprit des lois de Montesquieu, les garanties judiciaires et institutionnelles, le respect du cycle des mandats, la mise en place du processus de décentralisation garantie par la constitution haïtienne de 1987, la récupération l'indépendance et souveraineté nationales.

En ce qui concerne les élections, ils ont décidé d'instituer un cadre institutionnel, un probable amendement de la loi électorale fraîchement votée par le Parlement, la mise en branle du processus électoral et le renouvellement des mandats des élus. Et, enfin, concernant la constitution, la procédure d'amendement doit être respectée. Une commission de suivi de l'accord a été instituée par les acteurs pour veiller à l'application de cet accord. Pour plus d'un, le plus important de cet accord n'est pas sa signature, mais sa mise en application, lorsqu'on est clair qu'on a affaire à des dirigeants qui ne respectent pas la constitution du pays, les lois de la République et la parole donnée. Le 26 Octobre 2014 est la date retenue par l'accord pour la réalisation du premier tour des élections qui devraient être organisées depuis la fin de l'année 2011.

Certains estiment que c'est un travail en vain, puisque la constitution haïtienne de 1987 a déjà établi le mode de fonctionnement pour qu'il y ait de la bonne gouvernance, la réalisation des élections à temps constitutionnel et les voies à suivre pour amender la constitution. A travers l'Eglise catholique romaine, suite à l'échec des Religions pour la paix, les puissances impérialistes se mettent à la rescousse du pouvoir tètcale de Martelly-Lamothe, après tant de dérives qu'il a commises au su et au vu de tout le monde.

Des voix s'élèvent pour dire que c'est un accord de la honte qui ne vise qu'à rendre confortable le pouvoir en place et diviser beaucoup plus les institutions. Le groupe des 6 sénateurs : Jean Baptiste Bien-Aimé, Wetsner Polycarpe, Moïse Jean-Charles, Pierre Francky Exius, John Joël Joseph et William Jeanty qui s'oppose catégoriquement à la signature d'un tel accord critique sévèrement leurs collègues : le président du Sénat Simon Dieuseul Desras, le vice-président, Andrice Riché et le secrétaire, Steevens Irvenson Benoit, qui, dit-on, ont liquidé à l'Exécutif une institution aussi prestigieuse que le Parlement. « C'est avec stupéfaction qu'on a vu le président du Sénat, mon président, se rendre à El Rancho le jeudi 13 mars pour participer à un soi-disant dialogue. Alors qu'à la veille nous nous étions entendus que le Sénat, les représentants des partis politiques au Parlement n'ont pas le pouvoir de dialoguer avec quiconque. Il revient aux partis politiques de l'Opposition

depuis le 27 février dernier. Ce projet de loi devrait résoudre les torts incommensurables de l'Arrêt 168-13 sur les droits de l'homme en République Dominicaine; mais jusqu'à présent, rien n'a été fait. Aucun progrès n'a été constaté dans ce domaine depuis les réunions de la commission gouvernementales bilatérales haïtiano-dominicaine.



Le président Michel Joseph Martelly et le secrétaire du bureau du Sénat haïtien, Steevens Irvenson Benoit



Les participants au dialogue macouto-bourgeois

d'entamer le dialogue avec le pouvoir pour pouvoir trouver une solution à la crise politique qui ronge le pays depuis environ 3 ans. Le président du Sénat [était censé devoir maintenir] sa position qui fut celle du Sénat de ne signer aucun accord au nom du Parlement. Pour preuve, le président du Sénat devait laisser le pays le samedi ou dimanche, ainsi il s'est précipité à laisser le pays le vendredi quelques heures avant la signature dudit accord. Il a donné mandat au sénateur Steevens pour le signer à sa place. On les attend au Sénat pour nous expliquer, » a déclaré le président de la commission justice du Sénat, le sénateur Pierre Francky Exius.

Si certains partis comme le KID d'Evans Paul dit KP, le GREH d'Himmler Rébu, la Confiance de Rudy Hériveaux et ceux proches du régime tètcale se sentent confortables en signant cet accord de la honte, à l'OPL, par contre, il ne fait pas l'unanimité. Ainsi, le député de Dame-Marie, membre de cette organisation politique, Acclush Louis-Jeune et les autres militants de l'OPL ne sont pas sur la même longueur d'onde que leur coordonnateur, Sauveur Pierre Etienne. « Ce qui est dans cet accord ne m'intéresse pas, parce qu'il n'a rien à voir avec les intérêts de la population et les intérêts du pays », a déclaré Acclush Louis-Jeune.

Quant au MOPOD, qui ne participait pas à ce dialogue et qui n'a pas signé l'accord, il continue de le dénoncer. Ce dialogue macouto-bourgeois comme l'indique le sénateur Moïse Jean-Charles et la Coordination Dessalines, n'est autre qu'une formule des pays impérialistes et du Vatican pour dédouaner le gouvernement Martelly-Lamothe face à la mobilisation populaire et les résolutions des deux chambres du parlement exigeant la mise en accusation des deux chefs de l'exécutif. C'est ce genre de dialogue que le parti Fanmi Lavalas était allé cautionner pour le dénoncer après y avoir participé. A quoi ça sert, alors ? Il nous faut jamais oublier que le directeur de l'organisation Fanmi Lavalas s'était déclaré contre toute mobilisation visant à empêcher que Martelly finisse ses 5 ans

Nous applaudissons le MOPOD qui jusqu'à l'heure ne cesse de demander des élections générales et le départ du couple Martelly-Lamothe. Il avait pris une position ferme pour ne pas apporter de l'eau au moulin des mercenaires au pouvoir, en ne participant pas à leur mascarade de dialogue.

Mais comment se fait-il que Fanmi

Lavalas, sans une autocritique veuille maintenant se lancer dans la mobilisation générale pour forcer le pouvoir tètcale à se démettre, sachant que le régime Martelly-Lamothe fait reculer la démocratie, viole constamment la constitution et les lois de la République ; commet toutes sortes de dérives durant un laps de temps. Ce régime n'inspire aucune confiance au peuple haïtien et aux partis politiques pour conduire le pays à des élections libres, souveraines, transparentes et démocratiques. Est-ce maintenant que le parti réalise toutes ces dérives ? Signalons que les partis politiques Fusion des Sociaux-Démocrates, l'Organisation politique Fanmi Lavalas et Kontrapèp qui avaient éventuellement laissé le dialogue n'avaient aucun problème à ce que Martelly finisse son mandat. Ils ne demandaient simplement que de remplacer Lamothe et ses ministres, alors que les autres se sont mis d'accord pour qu'un simple replâtrage ministériel.

L'échec de Martelly est celui de la communauté internationale en Haïti puisqu'il a été imposé à la tête du pays par la force d'occupation de l'ONU et l'OEA. Donc, pour essayer de le maintenir au pouvoir, elle a eu recours au dialogue. La mission a été confiée à l'église catholique romaine, profitant de la nomination du premier cardinal d'origine haïtienne, Chibly Langlois, pour influencer l'avenir de la nation haïtienne. Il faut toutefois le rappeler, dans l'histoire de l'église catholique en Haïti, la plus haute hiérarchie ne se met jamais du côté du peuple, des opprimés, des pauvres, des ouvriers et paysans, des victimes, des exploités. Elle se met toujours du côté des bourreaux. Ainsi, en 1991 lors de la tentative du coup d'Etat contre un président élu, Jean Bertrand Aristide, l'Archevêque de Port-au-Prince, Mgr. François W. Ligondé s'était mis aux côtés des putschistes. Il disait à Roger Lafontant : « N'ayez pas peur. » En 2011, suite à la prestation de serment du président Martelly, l'Evêque du Cap-Haïtien, Louis Kébreau a exhorté le président Martelly à s'habiller en Sweet-Micky pour diriger le pays, et il a fait allusion à l'ancien régime dictatorial des Duvalier.

Donc le peuple haïtien ne peut s'attendre à rien. Il doit continuer à se mobiliser pour faire entendre ses légitimes revendications et réclamer le départ du régime tètcale-duvalériste Martelly-Lamothe. Cet accord de la honte ne peut apporter aucune solution à la crise politique, seule la mobilisation de la population peut le faire.

Il conditionne sa participation aux prochaines réunions du dialogue à titre d'observateur avec la publication de ladite loi rectificative.

En 2004, suite au coup d'Etat-kidnapping contre le président Jean Bertrand Aristide, la CARICOM avait rompu les relations avec le gouvernement de facto d'Alexandre-Lator-

ne. La CARICOM ne veut pas servir d'instrument au service des anciennes puissances coloniales et des puissances impérialistes, ce rôle joué par l'OEA, l'ONU, l'Union Européenne et d'autres institutions financières, comme le complexe FMI-Banque Mondiale, la BID, pour assujettir les peuples de la Caraïbes.

Over 3,000 Vehicles to Choose from that Fit Any Budget!

A Lot of Luxury

Doesn't Cost A Lot

2011 Mercedes Benz C300*

\$18,995 plus tax & tags

4 MATIC, AWD, AT, Climate, Traction, P/h/seats, MR, a/b, abs, pm, cc, ps, pb, pw, pdl, lthr, alloys, cd, tilt #68924. 13k miles.



2008 BMW 528Xi

\$185 buy for per mo. 72 mos

AWD, Auto, traction, leather alloys, p/d/l, ac, p/s. Stk #64068. 33k miles. 1.99% APR, \$2995 down.



2010 INFINITI G37

\$235 buy for per mo. 72 mos

Auto, trac, P/H/Seats, Moonroof, cruise, p/s, leather, Alloys, Tilt, 28k, #70898. 1.99% APR, \$2995 down.



2011 INFINITI FX35

\$315 buy for per mo./ 72 mos

AWD, Auto, traction, leather alloys, p/d/l, ac, p/s. Stk #75345. 39k miles. 1.99% APR, \$4995 down.



2010 MERCEDES GL450

\$424 buy for per mo./ 72 mos

Auto, trac, P/H/Seats, Moonroof, cruise, p/s, leather, Alloys, Tilt, 56k, #75041. 1.99% APR, \$4995 down.



2009 MERCEDES S 550

\$445 buy for per mo./ 72 mos

Auto, trac, h/seats, cruise, p/s, p/dl, ABS, pm, Alloys, CD, 43K, #76449 1.99% APR, \$4995 down.

If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call **877-356-5030** For Complimentary Pick Up.

MajorWorld.com

Tired of your old car? We'll buy it from you!**

1-888-396-2567

43-40 Northern Blvd., Long Island City, Queens

TAKE THE **R M** SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. *Slight h2o damage. NYC DCA#200342, DMV#711789.

Bravo Paul Laraque*



Ala bèl mouri bèl
Lè w mouri pwòp
Pwòp san okenn tach
Pwòp san okenn pli
Sou figi lavi w

Ala bèl mouri bèl
Lè w mouri gran
Gran san okenn renmò
Gran san okenn repwòch
Gran san okenn madichon
Sou eskap lavi w

Tout mouri pa mouri
Lè w mouri gran
Non ou rete avi
Nan kaye lavi
Lè w mouri pwòp
Non ou rete vivan
Nan memwa listwa
Ala bèl mouri bèl

Ala bèl mouri bèl
Lè tout yon peyi
Tout yon pèp
Ap rann ou omaj
Lonmen non ou Pasipala
Oumenm ki te konn di:
« Ayiti pap mouri

Si nou pare
Pou nou mouri pou li »

Respè sa a
Lonè sa a
Se pa tout moun ki jwenn li

Tout mouri pa mouri !

Respè sa a
Lonè sa a
Se pa tout moun ki jwenn li
Abobo !
Abobo Pòl Larak !

Ou te yon konbatan onèt
Yon konbatan sensè
Yon konbatan konsekan
Ki pa janm chanje kan
Bravo !
Bravo Pòl Larak !

Ou fenk kare viv
Kanmarad
Ou fenk kare goumen
Kanmarad

Abobo !
Bravo !
Bravo Pòl Larak !
...!

*Paul te mouri 8 mas 2007

Berthony Dupont

Lachanm legalize Pwotokòl Akò a



Stevenson Jacques Timoléon

Stevenson Jacques Timoléon prezidan Chanm Depite a jwenn fevè pou siyen sa yo rele « Pwotokòl Akò » apre rankont ki te fèt ak anpil reprezantan divès sektè nan peyi Ayiti nan otel El Rancho. Menm lè Depite Timoléon pa fin dakò nèt ak kèk atik tankou 12 ak 13 nan dokiman an ki bay KEP la tout pouvwa pou fè eleksyon nan peyi a.

Bò kote Chanm Sena a, senatè William Jeanty sezi tandè premye sekretè biwo a, Steven Benoit, siyen akò a paske dapre M. Jeanty Biwo a pat gen okenn manda pou te al reprezante nan dyalòg la, alewè pou ta lejitime l.

Kote senatè Jeanty te ye depi tann dat koze dyalòg sa ap fè pawòl anpil pou se kan tout moun fin siyen pou l ap pwoteste ?

Sonson La familia sove kite peyi a



Senatè John Joel Joseph lanse yon SOS pou fè tout moun konnen bandi legal ki rele Woody Etheard tout moun konnen sou non "Sonson La familia", gwo kidnapè lapolis t ap chèche, kite peyi a pou al Sendomeng nan yon machin plak diplomatik 1ye Mas ki sot pase a.

Senatè Joseph, se youn nan moun ki te akote Lapolis nan ede l chèche kote Sonson Lafamilia te kenbe gwo bizismann Sami Al Asi an otaj. Lè sa Lapolis te rive met men sou Sonson, men apre anpil presyon li te oblije libere l.

John J. Joseph ap egzije direktè Lapolis la Godson Orélus pou fè demach nesèsè pou mete men sou Sonson epitou pou pibliye foto l nan televizyon jan yo konn fè lè y ap chèche yon moun ki komèt zak.

N ap mande senatè a si se lè kabrit fin travèse lari pou di fèmèn baryè.

Ochan Pou Tije*

Depi tanbou frape
Vaksin gwonde
Ou toujou devan bann
Ap pote limyè ak labanyè

Depi se kesyon peyi ou
Ou toujou reponn prezan
Pran wout analize,
òganize
Pou Ayiti soti lan mati.

Ou te yon gason konsa
San manti, yon gason
san fason
Istwa w Tije
Pa kab istwa zonbi

Se pa pou granmesi
Ou kouri kite peyi
kòsantèt
Kote cha lavi fè bak pi fasil
Pase vanse devan.

Kote moun ap vale
pousyè
Depafini tankou palè
Sansousi
Moun pa kab kenbe ankò
Paskè se twòp atò!

Ou vwayaje Tije san lese
yon mo
Men tout zanmi w,
fanmi w konnen
W al nan syèl, chache fòsfyèl
Pou nou kenbe pi djanm

Pou n sispann gaspiye
grenn pa grenn
Pou n ka fè yon bèl kanaval
Pou n ka fè yon bal kanaval
Aprè revolisyon an!
Aprè liberasyon an!

Ayiti se yon forè
Ki gen pou l rebwaze
Kò Tije se angrè
San Tije se lawouze
Ki jan l ta fè mouri?

Tije... Se nèg ki wè lwen
Se sa k fè l pran devan
Se sa k fè l kase kòd lavi
Pran legzil nan peyi san chapo

Tije pa mouri!
Non Tije pa mouri !
Li tonbe nan lari
Pou l sa leve tankou zèb
Pouse tankou djondjon
Nan tout kwen lari

Nòt : Tije se tinon yo te bay Gérard Laforest

Berthony Dupont

Yon jèn fanm mouri nan Dajabón Repiblik Dominikèn

Otorite Dominiken yo te dekouvri Omba yon pil fatra kadav yon jèn fanm ayisyen Jedi, 13 mas nan vil Vigía (yon pwovens nan Dajabón). Baze sou analiz yon doktè leis Dominikèn Jose Manuel Rodriguez, ansasen an vyole seksyèlman ti fi anvan li trangle l.



Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Oui
CREOLE GRILL & SEAFOOD

Grand Opening Special:
1/4 Grilled Chicken, Rice & Beans, Salad, Soda:
\$4.99 only

Breakfast • Lunch • Dinner

Fast & Free Delivery - Catering

Nouveau Restaurant Haïtien
www.ouigrill.com

944 Flatbush Avenue (Corner Snyder Ave.)
Brooklyn, NY 11226
347.915.0866

Grâce Divine
Pâtisserie & Restaurant

Haitian & American Food
Breakfast • Lunch • Dinner

Fritaille • Pâtés • Tarts (sucrés & salés)
Jus de fruit naturels • Gateaux pour mariage, communion, fête, etc.

We do CATERING!

Free Delivery

Marie Louise Guillaume,
38 ans d'expérience

1368 Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11210
Tel: 646.363.2456

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, Henriot Dorceant, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

Joel H. Poliard M.D., M.P.H.

Family and Community Medicine
Public health and Pediatrics

5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

excelsior

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAÏTI

Tel: **4269-2770**
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

Soleil Radio d'Haïti

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

FRITAYE 5 STAR

- Breakfast • Lunch
- Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice
FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

Mopod : Relance de la mobilisation anti Martelly



Le vendredi 14 mars, les organisations de base de Mopod se sont données rendez-vous au Top 50 à la rue Jean Paul 2 à Turgeau. En cette occasion, elles en ont profité pour annoncer publiquement la reprise de la mobilisation contre l'administration Martelly/Lamothe

C'est notoire que les démarcheurs de l'exécutif haïtien ont largement atteint leurs objectifs en consentant le débours de 19 millions de dollars, juste pour que Miki puisse serrer la main d'Obama. « An an, ipokrit nan lopozisyon an ki t ap di Miki pap janm ka rankontre ak Obama a na yan. Men dwèt. Sa nou pat vle wè a, men se li nou wè ». C'est ce que criait sur tous les toits de Washington un certain Stanley Lucas, véritable machine à mensonge à la solde de la réaction internationale.

Cependant, à force de vouloir berner tout le monde à la fois, Miki est tombé dans son propre piège. Il oublie trop vite qu'il avait intimé l'ordre formel à son ministre de la Justice d'alors Josué Pierre-Louis de jeter dans ses cellules roses un député en fonction Anel Bélizaire en novembre 2011. Miki pense que personne ne se souvient que le champion du Kidnapping Clifford Brandt porte encore en gran jan son badge de conseiller très spécial du président de la république.

En juillet dernier, le juge Jean Serge Joseph est décédé, suite à une rencontre qu'il a eue avec le chef de l'Etat en personne. Et, juste avant de succomber, la victime a confié à plusieurs proches que le président Martelly l'a injurié « pour plusieurs millions de dollars ». Miki voye jij Jean Serge Joseph anle li fe espere li pa janm atrap li. Se pa de salanbe li salanbe misye podyab.

Parallèlement le bras droit de Miki à la douane Jean Ernest Laventure sème des cartes roses à tout venant. Miki sèmanbe sou tèt 4 pittit li yo ak tout madanm li gwo Soso li pa janm konn bagay konsa. Récemment le conseiller le plus spécial des conseillers spéciaux de son excellence, Evinx Daniel, impliqué dans une affaire de drogue était mis aux arrêts selon la loi.

Comme résultat, le commissaire ki te fe frekansite sa a revoke lapoula. Pour dissuader les éventuels récalcitrants, Miki al kale kò l nan lotèl mesye dilè a bò lanmè Pòsali pa twò lwen Pwent Sab. Armé de son Keyboard, Miki l'homme-orchestre perché sur le toit élevé de Dens Kwik Hotel chantait de sa voix de ténor « Pa manyen Danyèl wa boule tande. Danyèl kale bouda w tèt kale peyi a se pou ou fe sa w pi pito ».

Ironie du sort, ce même Daniel matador superbe serait porté disparu depuis le 5 janvier dernier. Miki pa voum li pa pwèt. Rappelons pour l'histoire que c'est ce même Evinx Daniel qui, sur ordre de son patron Miki a mis la ville des Cayes à feu et à sang en décembre 2010. Au cours de l'année 2013 les frères Florestal qui ont porté plainte contre l'épouse et le fils de Miki, Gwo Soso et Ti Olivier,

pourrissent tèt kale dans les cellules roses de Miki.

En novembre dernier l'avocat qui avait pris la défense des prisonniers politiques du régime tèt kale était mis aux arrêts à 10 heures du soir à Martissant. Me André Michel a lui aussi passé une nuit derrière les tôles roses de Miki. Depuis plus d'un an le gouvernement est amputé de plusieurs ministres notamment celui de la communication, du commerce, des Haïtiens vivant à l'étranger.

La semaine dernière, un ami intime de Miki, Sonson Lafamilia qui a pris la relève de Clifford Brandt a failli être épinglé dans une affaire de kidnapping. C'est dans ce contexte de dérives inadmissibles que le cardinal Chibli Langlois fraîchement nommé a jugé nécessaire de voler au secours de son courtier Saint Michel le Déjoué. Le cardinal, sorti tout droit des cuisses de Jupiter montre qu'il ignore totalement la réalité socioéconomique du pays.

Cet envoyé des dieux tutélaires pour voler au secours de saint Michel, n'avait jusqu'à date levé le ptit doigt lorsque le vibron du choléra made in Minustah a eu raison de plus de 12 milles âmes. Sa k di nou kadinal la konnen maladi patannte ki rele kolera Minista a. Le courtier tèt kale Chibly Langlois rassuré de la participation des partis roses, fait la navette entre les partis récalcitrants pour les contraindre à se rendre à l'hôtel El Rancho pour un dialogue de sourds-muets.

Tout en bavant, en mangeant et en buvant à satiété, pendant que de deux semaines ils se sont adonnés à des exercices de masturbation politique à la face du monde. Ensuite, pleinement satisfaits, ils se sont congratulés réciproquement. Deux semaines après qu'Obama ait reçu Miki, le département d'Etat, à travers un rapport fleuve a décerné un certificat d'excellence en termes de respect des droits humains et de bonne gouvernance à l'équipe rose. A l'issue du théâtre de très mauvais gout d'El Rancho, mis en scène par le cardinal rose, où aucun problème structurel n'a été posé. Pourtant, un accord à l'oral a été signé par délégation du président de l'assemblée nationale. Bagay komik nèt. « Nous pensons que cet accord vide de contenu réel que le sénateur Steeven Benoit a signé, n'est qu'une entente entre les ti zanni roses retranchés dans les hauteurs de Pétiou-Ville. En aucun cas l'accord des ti wouj ne prend en compte les véritables problèmes du pays ». Telles ont été les appréhensions justifiées de l'ensemble des commentaires émis par les auditeurs des émissions de libre tribune.

C'est dans ce contexte que

Suite à la page (14)

Discours du Sénateur Moïse Jean-Charles À l'ONU le 13 Mars 2014

M. le Secrétaire général des Nations-Unies,
M. le Représentant du Brésil,
M. le Représentant du Monténégro,
M. le Représentant du Burundi,
Mesdames messieurs les Représentants des pays membres de l'ONU,
Mesdames/Messieurs les Représentants des Organisations de femmes,
Mesdames/Messieurs,

Je vous remercie pour l'opportunité qui m'est offerte d'être parmi vous ce matin pour prendre la parole sur le thème de la réunion d'aujourd'hui : « l'utilisation du pouvoir de la base et de la technologie afin d'en arriver à une tolérance zéro pour l'exploitation des femmes et des enfants ». Je voudrais remercier d'une façon spéciale les missions permanentes de Burundi, du Brésil et du Monténégro pour cette noble invitation.

En fait, aujourd'hui cette réunion vise à déployer une campagne mondiale : « Dire non à l'exploitation des êtres humains à des fins lucratives ».

Quel but magnifique! En finir avec l'exploitation! Je n'inclurais même pas les quelques mots « à des fins lucratives », parce que, comme Jean Jacques Dessalines le père de l'Indépendance d'Haïti l'a démontré, l'extraction de profit de la main-d'œuvre humaine, ou la plus-value, est l'essence même de l'exploitation. Bravo!

Mais peut-on d'ailleurs vraiment mettre fin à l'exploitation des femmes, des enfants, et des hommes, simplement en utilisant le « pouvoir de la base » et la « technologie »? Est-ce un problème technique? Qu'entendons-nous par la base?

Bien sûr, des réunions bien intentionnées comme celle-ci visent à répondre aux fameux objectifs du Développement du Millénaire, l'année prochaine, en 2015. Et qui peut contester ces huit objectifs? 1) réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2) assurer l'éducation primaire pour tous; 3) promouvoir l'égalité des sexes et rendre les femmes autonomes, etc., etc. ...

Malheureusement, depuis que les grandes lignes des Objectifs du Millénaire pour le Développement ont été tracées en 2005, ce que nous avons vu dans le monde, du pays le plus riche du monde, les États-Unis, où nous sommes aujourd'hui, jusqu'aux pays les plus pauvres, comme le mien, Haïti, c'est que le fossé entre les riches et les pauvres est en croissance exponentielle, ainsi que l'utilisation de la force et de la violence, par le biais de coups



Le sénateur Moïse Jean-Charles aux Nations unies

Photo crédit : Alain Maignan

d'État, de sanctions économiques et de sabotage, pour défendre cet énorme fossé.

Le savez-vous ? Qu'il y a des femmes et des enfants qui passent des jours et des nuits sans nourriture. N'est-ce pas une sorte de violence ? Pourtant les agriculteurs mondiaux produisent de la nourriture pour 12 milliard de personnes, sachant que nous sommes environ 7 milliard. Et cela est dû au fonctionnement d'un système économique injuste et à la mauvaise distribution de la richesse mondiale.

Je profite aussi pour dénoncer les actes de violence commis par la MINUSTHA. Des milliers de femmes et d'enfants sont morts du choléra, une transmission programmée et planifiée. Je demande justice, réparation et le départ immédiat des troupes onusiennes qui se trouvent sur le sol d'Haïti. Dans la mesure où l'occupation et la misère sont actives, la violence sur les femmes et les enfants demeurera et restera dynamique en Haïti et ailleurs. Passons !

Mon problème, c'est que la question « d'utiliser le pouvoir de la base et de la technologie afin d'en arriver à une tolérance zéro pour l'exploitation des femmes et des enfants » est tout à fait mal formulée ; tout comme les objectifs du Millénaire pour le Développement eux-mêmes. Je m'explique.

En Haïti, nous avons un proverbe pour illustrer le fait de ne pas s'attaquer à la racine du problème:

lave men, siye atè, ce qui se traduit « se laver les mains pour les essuyer par terre ».

C'est cela la réalité des objectifs du Millénaire pour le Développement. La fiche d'information 2013 pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement semble indiquer des progrès. Prenons un exemple de sa rubrique, « ce qui fonctionne ».

Brazil: Une approche en ligne aborde ainsi la violence envers les femmes et les filles. Pour aborder le problème de la violence sexuelle dans les favelas de Rio de Janeiro, en 2013, ONU Femmes, l'UNICEF et ONU-Habitat ont lancé un site web en ligne qui fonctionne aussi comme un Smartphone comportant une application qui rassemble des informations sur les services de soutien pour les femmes et les jeunes filles victimes de violence.

Il fournit des numéros de centres d'assistance pour sévices sexuels et des informations sur les droits, aussi bien que sur les responsabilités et les locaux des Centres employant des Femmes Spécialisées en la matière et qui fournissent un soutien psychologique, social et même juridique.

L'approche expose en détail également les mesures à prendre après avoir été violée, ainsi que la position géographique des systèmes d'aide afin que les utilisatrices puissent localiser le centre des femmes le plus proche, un poste de police, un centre médical et le bureau du procureur public.

Suite à la page (14)

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York



- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 **421-6030**
Local: 718

www.PotentialVegetal.com

Le jugement de Jean-Claude Duvalier !

Par Robert Lodimus

Si seulement Jean-Claude Duvalier demandait pardon au peuple haïtien... ! Et ses avocats étaient moins arrogants... !

Dans la série télévisée *Les contes d'Avonlea*, la fillette dit au garçonnet avec une pointe de dédain : « Quelqu'un qui cherche des excuses dans son estomac est une personne sans intérêt. » En clair, un individu qui agit contre la voix de sa conscience, viole les principes sacrés de la morale universelle pour justifier et défendre un « acte répréhensible, condamnable », dans le seul but d'assouvir ses bas instincts, est – sans équivoque – un être dangereux pour la société dans laquelle il évolue.

Dans l'Affaire Duvalier, nous croyons comprendre que seuls les **honoraires** motivent les **avocats de la défense**. Ceux-ci savent que la **cause de leur client est désespérée**. C'est pour cela qu'ils brandissent des **menaces vides**. Même Cicéron et Démos-thène n'auraient pu faire valoir leur éloquence pour obtenir la **clémence de la Cour**, afin de soustraire Jean-Claude Duvalier d'un « verdict de cruauté et de tyrannie politique » qui, au bout du compte, ne serait pour lui que l'aboutissement d'une « topographie eschatologique (1) ».

« Que les pécheurs disparaissent de la terre et qu'il n'y ait plus de méchants! » (La Bible, Psaume 104, verset 35)

Sincèrement, nous n'avions jamais envisagé qu'il y aurait eu dans cette République, devenue depuis 1957 une léproserie de misère sociale, des « pseudo-juristes » capables de se constituer en défenseurs farouches du **duvalérisme assassin**. Et encore, ces **vendeurs de « blanchiment de crimes, de meurtres et de conscience »** au plus offrant, le font sans gêne, sans embarras, sans aucun élan d'hésitation aux microphones des médias avides de sensation et qui tiennent coûte que coûte à pimenter, assaisonner leurs émissions de nouvelles. C'est par la presse que nous arrivent donc les « inepties » qui font **bouillir notre sang**. Dans un pays où la majorité des individus se noient dans la misère crasseuse, les journalistes nationaux et progressistes ont la lourde tâche, difficile et noble responsabilité de s'engager dans la **lutte aux côtés des masses**. Aucun être humain ne peut être **objectif**. Plusieurs courants philosophiques l'ont démontré de manière convaincante. « Pensées et idées neutres » n'existent pas. « Cogito ergo sum (2) ». C'est pour cela que chaque année et dans de nombreux pays, des **reporters tombent sous les balles meurtrières des régimes politiques autoritaires**, sont torturés ou jetés violemment en prison, sans aucune forme de procès. En 1980, la presse haïtienne était engagée. Les jeunes **journalistes**, comme Gasner Raymond, **assassiné le 1^{er} juin 1976**, Ézéchiél Abélard décédé à Fort-Dimanche de la tuberculose engendrée par le froid et la famine, ont payé de leur vie leur loyauté et fidélité aux classes ouvrières et paysannes. L'équilibre dans le contenu de l'information n'implique pas la prise en compte de la propagande éhontée construite sur le **nihilisme extrémiste**.

Lorsque Jean-Claude Duvalier épousa Michèle Bennet au début des années 1980, les rédacteurs de la revue **Regard** étaient convenus de passer eux-mêmes l'événement sous silence. Ils parvinrent à la conclusion que le palais national – **alors que des millions de citoyens crevaient de faim, prenaient la mer à bord d'embarcations de fortune, des milliers d'enfants ne fréquentaient pas l'école parce que leurs parents n'avaient pas les moyens financiers requis** – avait cyniquement



Si seulement Jean-Claude Duvalier demandait pardon au peuple haïtien... ! Et ses avocats étaient moins arrogants... !



Jean-Claude Duvalier et de Michèle Bennett

gaspillé les fonds du Trésor public pour organiser le mariage du « prince et de la comtesse des ténèbres. » Et, après deux ou trois semaines, l'hebdomadaire de **Bois Verna** (Port-au-Prince) publia en dollars américains les coûts et dépenses que nécessita la célébration de cette « énormité absurde » diffusée et commentée en direct sur les ondes des « médias gouvernementaux » ... Reporters et cameramen des grandes chaînes de télévision du monde affluèrent à Port-au-Prince et se bousculèrent dans la cathédrale où officiait **Mgr François-Wolff Ligondé** pour couvrir l'événement fastueux.

Une profession pour des gens honnêtes...

Yves Héloré de Kermartin, ancien recteur de Trédrez, patron des professions de justice et de droit, a été canonisé en 1347, par le pape Clément VI pour l'exemplarité de sa vie humble, honnête, généreuse, charitable... La lecture de l'ouvrage biographique d'Alexandre Masseron, cité par Jean-Louis Charvet, vice-président du tribunal de grande instance d'Avignon, révèle que, à la fois prêtre, magistrat et avocat, Saint Yves a consacré son existence entière à la défense des faibles, des abusés, des marginalisés... La pauvreté cultivée dans les sociétés extrêmement riches et dans les régions défavorisées était considérée aux yeux de l'éminent juriste comme une « injustice » grave qui exige réparation.

Une question...

Dans quelle mesure peut-on évoquer et recourir à la notion de « **présomption d'innocence** » dans le cas des « **crimes avérés** » reprochés au **duvalérisme** ?

Le seul recours de **Baby doc** dans le cadre d'un éventuel procès pour « **crime contre l'humanité** » serait de demander à ses avocats de plaider pour lui l'altération de la **santé psychique et psychologique**. **Donc la folie**. Purement. Mais pas simplement...! Dites-vous bien, comment ce

« prince corrompu » qui a piloté lui-même sa grosse cylindrée au moment de fuir à l'étranger en 1986, dilapidé les fonds qu'il a détournés et volés dans la caisse de l'État en s'offrant des repas royaux dans les restaurants luxueux de Paris, gaspillé les richesses de la nation en s'envoyant en l'air avec les « **donzelles** » blanches de **mœurs douteuses** sur les plages bleutées de la Côte d'Azur, pourrait-il faire valoir une thèse de « **démence** » par devant des **magistrats responsables** et des **accusateurs publics sérieux**, sans courir le risque de se voir tourner en dérision dans l'enceinte même du tribunal? Voilà donc le genre de **folie** auquel tout individu, femme et homme, aurait aimé

Les partis-valises

Par Idson Saint-Fleur

Les partis-valises sont comme les mots-valises. Des fourre-tout. Ces formations politiques ne s'approprient d'aucune ligne idéologique. Pas de constance dans leur position. Ils changent de points de vue comme on change de chemises sous prétexte d'ouverture politique. Pas de leadership. Pas d'ancrage dans la population. La liberté ou mieux le libertinage dans le dire et dans le faire les autorise d'étonnantes gambades politiques. Ces partis n'existent que dans le cartable de leurs accoucheurs. Actes constitutifs, permis de fonctionnement, ils les portent comme des talismans, des grigris.

Les fondateurs de ces partis-valises sont des « leve danse ». Ils arrivent les premiers dans les grandes réunions, non pas pour élever le niveau du débat mais pour ralentir sa progression. Ils parlent très forts, jouent aux trouble-fêtes. Empêcheurs. Haut-parleurs. Ils se tiennent à l'embuscade, cherchant la moindre occasion pour faire affaires politiques. Ils sont prêts à traire la vache à grands coups. Renards du terrain politique. Ambitieux. Frondeurs. Démagogues.

Les partis-valises ont beaucoup joué dans le dialogue inter-haïtien. Leur « oui », puis leur « mais » sont synonymes d'approbation, de souscription à la position de ceux qui dominent, les détenteurs réels du pouvoir. Ils ai-

ment être dans l'environnement des chefs, s'arrangent pour rentrer dans leur escarcelle. Ils sont, par formation génitale, disposés à tout avaliser pour sauver leurs intérêts. Tout avaler. La prostitution est aussi politique.

Les fondateurs-proprétaires de ces formations politiques sont audacieux, ils croient pouvoir transformer leur faiblesse atavique en force politique. Ils jouent toujours à être des grains de sable dans les souliers de la démocratie haïtienne.

Les partis-valises sont des fantômes errants, non moins malfaisants. Ils crachent dans les plats parce qu'ils ne peuvent pas y goûter. Pour le malheur de la démocratie haïtienne balbutiante, ils sont des dizaines et des dizaines dans le pays.

Les propriétaires-fondateurs des partis-valises sont friands de compromissions, d'alliances cousues de fil blanc. D'alliances morganatiques. Leur appellation est tout aussi facétieuse, étrange, drôle. Partis-pistaches, partis-mais, partis-bambous, partis-bikinis, partis-rabordaille. Des partis marchands de pluie. Du merveilleux politique.

Il est absurde de penser que l'on peut sortir le meilleur de la politique haïtienne avec les partis-valises. Le voyageur qui veut arriver sain et sauf à destination ne s'embarque jamais dans un train avec le diable.

Tiré du Site de Radio scoop fm 17 février 2014

se confronter au moins une seule fois de sa vie terrestre! *Restaurant, Yatch, sexe, champagne, vin, concert de musique classique, théâtre, voyage ...* Qui dit mieux?

Ô douce, mielleuse et paradisiaque folie...!

Heureusement que des témoins comme Patrick Lemoine, Rassoul Labuchin et bien d'autres, encore vivants, sont encore capables de nous parler de *Jean-Jacques Ambroise, Gérard Brisson, Toto Guichard, Mario Rameau, Richard Brisson et bien d'autres* dont les sorts sont connus presque de tous. Dans les coins et recoins de la République, beaucoup de personnalités, citadins et campagnards, peuvent témoigner sur les cas des pères, mères, oncles, frères, sœurs, neveux, nièces, fils, filles..., de compatriotes dont l'existence a été fauchée par *Luc Désir, Albert Pierre, Clément Barbot, Zacharie Delva, Elois Maître, madame Marx Adolphe...*, les fameux « **cannibales** » du système politique diabolique de 1957.

L'histoire douloureuse des *exactions commises par le père et le fils* est encore fraîche dans la mémoire collective. Et la senteur des *crimes abjects* monte encore au nez des citoyens dont les modestes demeures avoisinaient les lieux de *triste réputation internationale de détention inhumaine*. François Duvalier est comparable à tous les monstres – *empereurs, rois, présidents, ministres, préfets...* – qui se sont servis de l'autocratie politique pour décimer des populations sans défense, crucifier des êtres innocents, mais dignes, qui ont refusé de s'agenouiller devant les « **géniteurs du mal** » qu'ils personnifiaient ou représentaient durant leur époque respective.

Quelle légèreté de comparer les crimes des *Beria de la Caraïbe* aux exultations de liesse, aux poussées de défoulement et de *vindictes populaires* qui ponctuèrent les journées chaudes de *février 1986*, dès l'annonce du départ du dictateur et de sa famille!

Que personne ne vienne
Suite à la page (14)

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law
**Real Estate
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Law Office of
DENNIS MULLIGAN

**DENNIS MULLIGAN,
Attorney-at-Law**

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)
646-253-0580

Ile à Vache Under Siege

By Kim Ives

The government of President Michel Martelly is literally sealing off the Haitian island of Ile à Vache, on which the residents are rising up against government plans to throw them off their land.

On Mar. 11, *Haiti Liberté* journalists discovered in the southern city of Aux Cayes that agents of the Martelly government had paid off boat captains, who take people to the island, not to accept Haitian passengers.

Meanwhile over 120 heavily armed officers of the Haitian National Police's Departmental Unit for the Maintenance of Order (UDMO) and the Motorized Intervention Brigade (BIM) have been deployed to the island to uproot residents and control protests. Already 20 families have been dispossessed, according to the Organization of Ile-à-Vache Peasants (KOPI or Konbit peyizan Ilavach), which is leading the resistance on the island. Meanwhile, KOPI's vice president, journalist/policeman Jean Maltunès Lamy, has been arrested and jailed in the National Penitentiary in Port-au-Prince, which is illegal since it is in a different department (West) than Ile à Vache (South).

Following a May 10, 2013 presidential decree declaring the island was a "zone of public utility," Martelly's government has begun to implement its plan to kick peasants off their land and townspeople out of their homes and turn the entire island into a tourist resort.

Journalists and Haitian human rights activists seeking to reach the island last week in order to investigate the situation there found that the Haitian government had paid the captains of small boats that ferry people out to the island 10,000 gourdes (\$225) to only accept foreigners on their vessels. The normal cost of a round-trip to the island is 4,000 gourdes (\$90).

It takes about 40 minutes to travel by boat to the 20 square mile island about 10 kilometers southeast of Aux Cayes. It was once a base of the renowned English pirate Henry Morgan (c.1635-1688).

Events on the island began to escalate after Tourism Minister Stephanie Balmir Villedrouin gave a 90-minute presentation to a group of farmers on Jan. 16.* In response, on Jan. 17, several hundred of the island's 20,000 residents demonstrated, blocking road, burning tires, closing schools and businesses, and chanting "Ile à Vache is not for sale, neither wholesale or retail!"

A week earlier, on Jan. 9, island residents threw stones at Fernand Sajous, one of the owners of the island's Abaka Bay Resort, Fritz César, the local unelected interim representative of the central government, and Dorcin Fresnel, a secretary of state for agricultural production, after a public meeting about government plans turned sour, according to Jean Claudy Aristil of Radio VKM (Vwa Klodi Mizo our Voice of Claudy Museau).

According to KOPI, UDMO soldiers were deployed on the island on the night of Feb. 9, and beat residents Charles Laguerre, Bertin Similien, Maxo Bell, forcing them to remove the barricades they had erected in protest. The next day the UDMO policemen beat up a girl, Rosena Masena, in the township of Madame Bernard, according to KOPI.

On Feb. 14 on Radio VKM, one of KOPI's organizers said that the residents of Ile à Vache do not recognize the Presidential decree divesting them of their lands and denounced the increased police presence. His-

torically, there have only been two police officers for the whole island. The KOPI leader asked for solidarity from Haitians around Haiti and its diaspora.

On Feb. 20, more than 40 soldiers from the BIM arrived on the island and destroyed several houses, according to KOPI. The next day, KOPI Vice President, Jean Maltunès Lamy, himself a police officer, was arrested. Mr. Lamy was imprisoned without being brought before a judge, and many KOPI members went into hiding. The same day, Ile à Vache residents, brandishing tree branches and singing rara songs, protested in the township of Kay Kòk to demand Lamy's release and to oppose a government delegation's inauguration of a new community center, restaurant, and radio station. The demonstrators complained that their calls for a high school and vocational school have been ignored and that local masons, foremen, and technicians were passed over for the construction work in favor of people from out of town. The islanders expressed doubt that the government was promoting "eco-tourism" on the island when it has cut down Ile à Vache's only forest to build an airport.

KOPI President Marc Lainé Donald (Jinal) said that KOPI still wants the May 10, 2013 presidential decree rescinded, saying it "reflects a macabre plan, a rat trap, a collective suicide, that aims to drive all the residents from the island. It is a



On Feb. 21, Haitian police arrested Jean Maltunès Lamy, the vice-president of the Organization of Ile à Vache Peasants (KOPI). He has been illegally imprisoned in Port-au-Prince without even being charged by a judge in Aux Cayes, the jurisdiction governing the island.

cultural genocide..."

On the morning of Feb. 25, soldiers of the BIM, firing live ammunition, attacked a peaceful demonstration of about 1,000 Ile à Vache residents near the Madame Bernard township. The assault was led by the local interim governor, Fritz César, who carried a 9-mm handgun and pointed out which protesters should be beaten or arrested. About 12 people were injured, and two men - Carl Oza and Aizan Silien - were arrested. The injured included Adrien Justin and Genel Justin. Although it was raining, the demonstration started spontaneously when the island's residents learned that Mr. Lamy was taken to court but was not heard by a judge and instead taken to the National Penitentiary.

On Feb. 27, 2014, Sen. Pierre Francky Exius, Chairman of the Senate Committee for Justice and Security, said he would summon Justice Minister Jean-Renel Sanon and the Chief of Police to discuss the Ile à Vache situation. Senator Exius called the arrest of Mr. Lamy "political" and based on "a supposed event which is over one year old and hence no longer anything in flagrante delicto."

On Mar. 1, Tourism Minister Stephanie Villedrouin traveled to Ile à Vache, but KOPI members, still in hiding because they are vilified as "bandits" by the government, re-



In recent months, the people of the southern island of Ile-à-Vache have held large demonstrations to denounce government plans to evict people to develop an island-wide tourist resort.

fused to meet with her. KOPI said that island residents will not meet with government representatives un-

bilizing the area."

But the minister's comments are belied by the government's apparent efforts to seal off the island. A delegation of the Dessalines Coordination (KOD), a new political party, was among those seeking to get to Ile à Vache on Mar. 11. The KOD members had to hunt down a private boat to take them to the island.

"Our delegation has come to Ile-à-Vache to bring KOD's solidarity to the island's people, whom the government of President Martelly and Prime Minister [Laurent] Lamothe is trying to uproot with the complicity of imperialist governments," said KOD delegation leader Oxygène David. "Our delegation had a hard time getting to the island. People here tell us that the government has stepped up corruption in an effort to prevent progressives from other places from coming to give solidarity to the island."

Oxygène David also pointed out that "the government had Jean Maltunès Lamy arrested and deported him all the way to the National Penitentiary in Port-Au-Prince with-

out any judge in Aux Cayes charging him with a crime. This is an act of kidnapping because it has no legal or juridical foundation which would allow them to arrest someone in Aux Cayes and then jail them in Port-au-Prince. Any indictment must be done in Aux Cayes' jurisdiction and then the person goes before a court in that jurisdiction."

In addition to supporting KOPI's demands, KOD has joined with the population of Ile à Vache in forming three demands:

1. The unconditional liberation of everybody arrested in demonstrations on the island.
2. The rescinding of the illegal decree declaring the island a tourist development zone.
3. For the government to stop repressing the island's people and to withdraw all of its BIM police from the island.

* Much of the reporting for this article was drawn from the website *Haiti Chery* of Dady Chery. Her excellent updates can be found at www.dadychery.org.

til after:

1. The May 10, 2013 decree to expropriate their lands is rescinded.
2. The 100 BIM soldiers are removed from the island.
3. Jean Maltunès Lamy is released.
4. The defamation campaign on Haitian radio, labeling KOPI members as "bandits," is stopped.

The islanders residents accuse government officials of lying, insisting that 20 families have already been dispossessed, although they were promised that no one would be.

In an effort to quell and appease the uprising, Minister Villedrouin held a press conference in the capital on Mar. 10, saying that "nobody is going to be expelled from Ile-à-Vache" and "up until now, no individual has been expelled," according to Alterpresse.

She said that "measures for compensation are foreseen for the families living in places affected by the plan to build hotels on the western point of the island," Alterpresse also reports.

"Families will be dealt with on a case by case basis," she said. "Nothing is going to be done in an arbitrary manner."

UDMO and BIM police officers had been dispatched to Ile-à-Vache, Villedrouin said, following "violent demands" and "with the aim of sta-

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRANDUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE DRIVERS BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

J&M
Accounting
Service

TAX

Expert Income Tax Preparation
Jean R. St. Jour, CB

2916 Clarendon Road
(between Nostrand & E. 29th St.)
Brooklyn, NY 11226

718.284.0733

«ETRE COMMUNISTE, C'EST REFUSER LE DÉFAITISME» ENTRETIEN AVEC WILLIAM SPORTISSE !

William Sportisse, figure historique du mouvement communiste algérien

Arezki Metref : Vous êtes né dans une famille modeste «judéo-arabe», peut-être «judéo-berbère», de Constantine, installée depuis des générations. C'est quoi pour vous Constantine, le berceau de la famille, le port d'attache, la passerelle entre les communautés ?

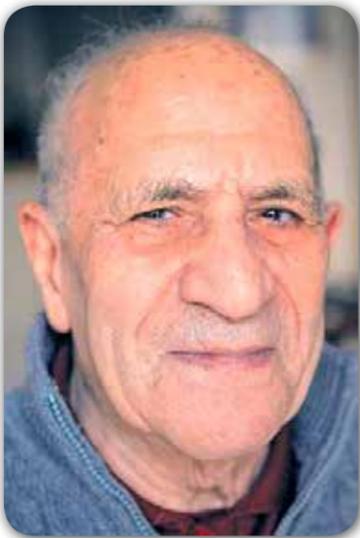
William Sportisse : Etre né dans une famille modeste attachée à sa culture puisée à la fois dans son fond religieux juif, les coutumes berbères et arabes, utilisant la langue arabe comme véhicule de communication avec les habitants de la ville et aussi dans les conversations familiales, donnant une préférence à l'écoute de la musique andalouse et au malouf constantinois, font partie de mon éducation et de ma formation. Mes parents n'étaient ni riches ni pauvres ; mais la famille de l'une de mes tantes composée de cinq personnes était bien pauvre. Sa situation m'a fait découvrir ce qu'était la misère sociale que subissait l'immense majorité de la population algérienne. Plus tard, j'ai pris conscience de l'origine de cette misère, grâce au combat mené par mon grand frère qui avait adhéré aux idées communistes, aux idées de l'émancipation des femmes et des hommes de tout ce qui les appauvrisait dans tous les domaines.

Dans ce sens, ma famille a contribué à ma prise de conscience. Elle est la source de mon engagement idéologique et politique auquel je reste toujours fidèle. Mais cette source est allée rejoindre le grand fleuve représenté par tout ce que j'ai appris auprès des militants communistes et nationalistes, de tous les gens vivant de leur labeur à Constantine et appartenant à toutes les couches sociales et aux origines ethniques différentes. Enfin, ce fleuve a rejoint la mer quand j'ai sillonné l'Algérie au cours des luttes menées par notre peuple, et enfin le monde quand j'ai participé à toutes les rencontres internationales de la jeunesse démocratique et progressiste.

C'est pourquoi, je suis attaché à ma ville natale pour tout ce qu'elle m'a offert pour mieux connaître mon peuple. C'est là également que mes premiers pas de militant communiste ont été effectués. C'est là où j'ai connu des militants valeureux du courant patriotique. C'est là où j'ai tissé des liens d'amitié qui sont demeurés indestructibles avec de nombreuses personnes, même si nos options politiques et idéologiques étaient différentes. C'est là où j'ai appris à apprécier la beauté de la nature avec ce site merveilleux qu'est Constantine. C'est là enfin où j'ai pris goût à l'écoute de la musique andalouse et du malouf constantinois. Tous ces éléments ont constitué les passerelles de toutes les communautés qui auraient pu contribuer à la naissance d'une nation particulière mais que le colonialisme exploiteur et oppresseur, en dépit de nos efforts pour l'en empêcher, a réussi à tuer dans l'œuf. Il est parvenu à semer dans la majorité de la population européenne et juive aussi l'odieux poison du racisme, d'une prétendue «supériorité raciale» qui divise les hommes et les femmes même quand ils appartiennent à une classe ou à des couches sociales exploitées et opprimées.

Arezki Metref : Vous adhérez au PCA (Parti communiste algérien) clandestin à l'âge de 16 ans, dans le sillage de votre frère aîné Lucien. Parlez-nous de Lucien et des motivations de votre engagement ?

William Sportisse : Votre question est pertinente. Faire connaître le combat anticolonialiste de militants communistes d'origine juive algérienne et européenne participe de la connaissance de l'histoire de notre mouvement de libération nationale. La composition des principaux acteurs de ce mouvement reposait, certes, sur l'immense majorité de la population autochtone. Mais la justesse des aspirations et des objectifs du mouvement de libération nationale a été partagée par des juifs



William Sportisse, figure historique du mouvement communiste algérien

d'origine berbère ou installés depuis des générations et aussi par des travailleurs européens dont les parents ont immigré en Algérie en raison de la misère sociale que leur faisait subir le système capitaliste. Lucien a été parmi ceux qui ont partagé les aspirations de notre peuple à l'indépendance. En raison des revenus modestes de notre père, Lucien, après avoir obtenu brillamment, avec mention très bien, la deuxième partie du baccalauréat et après des études à l'Ecole normale d'instituteurs de Constantine, n'a pas pu les poursuivre à la Faculté d'Alger.

Instituteur dans son premier poste à Ain-Beïda, il est l'objet d'une première brimade de l'institution administrative locale à l'issue d'un conflit qui l'oppose au directeur de l'école. Militant en 1925 de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), il refuse en juin 1926 que ses élèves, la plupart d'origine modeste, souscrivent à une contribution financière volontaire dans le cadre d'une opération lancée par le gouvernement général de l'Algérie colonisée. Qualifié d'«anti-français», il sera muté dans un autre village. Dès lors, il va subir la répression coloniale. Son adhésion au Parti communiste algérien s'est réalisée au lendemain du congrès fédéral de la SFIO à Annaba, en décembre 1926, pour une double raison soulignée dans l'ouvrage Le camp des oliviers-Djenane El-Zeitoun, à savoir son adhésion aux idées du socialisme-communisme dont celle du droit du peuple algérien à son indépendance. Tous ceux qui ont connu mon frère Lucien et que j'ai rencontrés au cours de ma vie militante m'ont rappelé ses fortes convictions idéologiques et politiques acquises par ses lectures et l'étude des ouvrages marxistes-léninistes, par l'enrichissement continu de sa culture générale.

Ces convictions le poussaient à l'action au côté de ceux qui souffraient de l'exploitation et de l'oppression pour les aider à s'organiser et à lutter pour changer leurs conditions de vie. C'est pourquoi, les brimades de l'administration coloniale l'ont poursuivi dans toutes les localités où elles le mutaient. Cette administration pensait que ses mutations et ses brimades briseraient son ardeur militante et freineraient son activité politique. Ne réussissant pas, elle obtint que ses représentants au Conseil départemental de Constantine le révoquent de sa fonction d'instituteur le 7 décembre 1934 après une demande de l'inspecteur d'académie. Mais cela ne l'a pas découragé. Et après avoir travaillé comme manœuvre du bâtiment à Oran où il s'était installé en 1934, il devint l'un des responsables de l'Union départementale des syndicats. A cette époque, les syndicats impulsés par les militants communistes d'Algérie s'efforçaient d'organiser les ouvriers agricoles dans les exploitations aux mains de la grosse colonisation terrienne. C'est à la suite d'un meeting au cours duquel mon frère a appelé les travailleurs à l'organisation et à la lutte pour leurs revendications qu'il fut accusé par les gros colons de la région de Aïn-Témouchent de «menées

subversives nuisibles à la souveraineté française».

Arrêté et jeté en prison à Oran, il observera une grève de la faim pendant un mois environ. La protestation populaire organisée par les syndicats et les organisations communistes et progressistes en Algérie et en France parviendra à obtenir sa libération. Lors du congrès constitutif du Parti communiste algérien, en octobre 1936, il fut élu au bureau politique. Les élections législatives de 1936 en France et en Algérie furent marquées par la victoire des candidats du Front populaire. Elles ont été suivies par l'avènement d'un gouvernement composé de socialistes et de radicaux-socialistes. Une demande de réintégration dans ses fonctions d'instituteur de Lucien fut présentée à ce gouvernement. Mais, cédant aux pressions de l'administration coloniale au service de la grosse colonisation terrienne, le gouvernement de Blum, qui n'était pas pour la destruction du système colonial, ne l'a pas réintégré dans ses fonctions en Algérie mais en

était la reconnaissance du droit à la libre disposition et à l'indépendance des peuples colonisés par l'impérialisme, le devoir et l'obligation pour les partis communistes du monde d'organiser leurs classes ouvrières en vue de soutenir et conduire leurs luttes vers cet objectif. Dans les pays colonisés, les communistes considéraient que cet objectif était un préalable à celui qui consistait à mettre un terme au système capitaliste basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ce système, la production a un caractère social alors que l'appropriation de ses résultats est privée. Cette abolition du système capitaliste doit se réaliser par une révolution socialiste qui portera au pouvoir la classe ouvrière et ses alliés des autres couches sociales populaires. Arrivés au pouvoir, la classe ouvrière et ses alliés sont obligés d'exercer une dictature contre la bourgeoisie et ses tentatives de rétablir sa propre dictature par une contre-révolution.

La construction de la société socialiste, où les moyens de production



5 juillet, le peuple Algérien fête son indépendance, une indépendance payée au prix du sang, au prix de la souffrance, au prix de sacrifices inégalables

France. Les partisans du système colonial ont pu se débarrasser d'un militant en l'éloignant de sa patrie.

C'est à Lyon, en France, qu'il sera assassiné par la Gestapo française en raison de son activité clandestine contre le fascisme hitlérien, le 24 mars 1944, voilà soixante-dix ans. Son parcours révolutionnaire a été pour beaucoup dans mon engagement qui était en parfait accord avec ses justes convictions idéologiques et politiques.

Arezki Metref : C'était quoi, le PCA à cette époque ? Etait-il encore dans l'esprit de la thèse de Thorez de 1936 de «l'Algérie nation en formation» ? Y avait-il un débat ?

William Sportisse : Le Parti communiste algérien est né en octobre 1936 quand les autochtones du pays ont pu arracher le droit d'adhérer à un parti ou à un syndicat. Auparavant, ils étaient privés de ce droit par les lois coloniales. Ces lois scélérates furent abrogées avec l'arrivée au pouvoir en France du Front populaire. La forte influence des communistes français dans cette alliance et le vaste mouvement gréviste qui se déroula en Algérie auquel les travailleurs autochtones les plus exploités ont participé à la veille de l'avènement du gouvernement du Front populaire, contribuèrent à l'abrogation de ces lois qui privaient les Algériens de droits élémentaires.

Déjà, avant la naissance du PCA, il existait des organisations communistes sur tout le territoire. Ces organisations constituaient une région algérienne rattachée au Parti communiste français. Selon les lois coloniales en vigueur, seuls les habitants possédant la nationalité française pouvaient adhérer à un parti. Ce qui explique le rattachement des premières organisations communistes au Parti communiste français. Elles sont nées en Algérie au lendemain de la création du PCF en 1920 à Tours en France et son ralliement à la troisième internationale sur la base de son adhésion aux 21 conditions exigées pour être membre de cette organisation. L'une de ces conditions

seront propriété sociale, sera la solution pour résoudre la contradiction entre le capital et le travail parce qu'elle créera les conditions de la solution progressive de tous les maux dont la société souffre sous le régime capitaliste : guerres,



chômage, fermetures d'entreprises, licenciements, etc. Elle améliorera au maximum les conditions économiques, sociales et culturelles et environnementales de la vie du peuple. C'est ce qu'a fait l'Union soviétique pendant une grande partie de son existence avant son effondrement qui est le résultat d'orientations révisionnistes et réformistes adoptées au 20e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Le Parti communiste algérien s'est efforcé tout au long de son existence de rester fidèle aux 21 conditions de la troisième internationale et aux principes des fondateurs de la théorie scientifique, Marx et Lénine particulièrement. C'est pourquoi, dès la constitution des premières organisations communistes en Algérie, même si les lois coloniales les en empêchaient, de nombreux Algériens autochtones ont rejoint ses rangs et y ont milité clandestinement. Avec le concours du Parti communiste français, elles ont contribué à la naissance de la première Etoile nord-africaine et, en con-

séquence, au mouvement de libération nationale moderne.

Je ne peux pas retracer en quelques lignes toute l'histoire du PCA. Mais je souhaite avoir satisfait votre curiosité et celle des lecteurs en répondant à votre question : «C'est quoi le Parti communiste algérien.»

J'en viens maintenant à la thèse présentée par Maurice Thorez, dirigeant du Parti communiste français, «sur la nation algérienne en formation», lors de son voyage en Algérie en 1939. A l'époque, un débat autour de cette question s'est instauré. Il s'est poursuivi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant et après notre guerre de libération et demeure actuel de nos jours. Maurice Thorez a exprimé sa thèse à la veille de la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, des puissances fascistes capitalistes, Allemagne hitlérienne, Italie de Mussolini et Espagne franquiste ne cachaient pas, dans le cadre des contradictions entre brigands impérialistes pour un repartage du monde, leurs visées sur les trois pays d'Afrique du Nord occupés par la France. Gabriel Péri, responsable de la rubrique internationale du journal L'Humanité, avait publié, à ce moment-là, un article pertinent intitulé «L'ombre du fascisme plane sur l'Afrique du Nord». De son côté, la grosse colonisation terrienne en Algérie était hostile à toute réforme envisagée par les dirigeants capitalistes français désireux d'avoir à leurs côtés certaines couches petite-bourgeoises de notre pays pour s'opposer aux visées des Etats fascistes. La colonisation terrienne pour sa part était favorable aux régimes fascistes d'Europe pensant pouvoir, avec leur appui, fonder en Algérie un Etat séparatiste de la France semblable à celui de l'Afrique du Sud où tout le pouvoir serait dans ses mains pour écraser encore plus le peuple algérien.

C'est dans ce cadre politique international que Maurice Thorez déclare : «Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement... dans le mélange de vingt races.»

A ce moment-là, en Algérie, les courants politiques qui s'intéressaient au devenir du peuple algérien étaient les suivants : Le courant favorable à l'assimilation constitué par la Fédéra-

tion des élus musulmans dirigée essentiellement par des intellectuels issus de la petite ou moyenne bourgeoisie citadine qui avaient perdu confiance dans les possibilités du renouveau moderne du mouvement national après les défaites des révoltes passées contre l'occupation colonialiste, après 1832.

Ce courant mené par Bendjeloul et Ferhat Abbas était opposé à la grosse colonisation terrienne mais niait l'existence de la nation algérienne. Cependant, Ferhat Abbas a déclaré aussi : «Rattachement à la France ne signifie pas assimilation.» Il y avait aussi des oscillations dans le courant reconnaissant pourtant la personnalité algérienne, à savoir le PCA et les oulémas, lors du Congrès musulman de 1936 quand ils ont accepté dans son programme l'inclusion de revendications immédiates de nature assimilationniste.

L'étroitesse nationale se retrouvait dans la nation prônée par les oulémas où le facteur religieux était inclus. Suite à la page (15)

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up. Call **877-356-5030** For Complimentary Pick Up

DON'T GIVE UP YOUR TAX REFUND!

MAJOR SAYS KEEP IT!

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY!~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

2011 CHEVY MALIBU



\$99 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 69396, 18k mi.

2011 FORD EDGE



\$147 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 82896, 51k mi.

'11 HYUNDAI SONATA



\$8,995 PLUS TAX & TAGS

2012 TOYOTA COROLLA S



\$103 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 84301, 35k mi.

2009 HONDA PILOT EX



\$199 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 72824, 36k mi.

'10 TOYOTA RAV4 4WD



\$9,995 PLUS TAX & TAGS

2012 HONDA ACCORD LX



\$115 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 82471, 32k mi.

2011 MERCEDES C300^



\$18,995 PLUS TAX & TAGS Stk# 68924, 13k mi.

'11 TOYOTA SIENNA



\$14,995 PLUS TAX & TAGS

'12 NISSAN PATHFINDER



\$17,995 PLUS TAX & TAGS

CARS STARTING AS LOW AS \$2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	\$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	\$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	\$2,995
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	\$3,995
1999	Toyota Rav4, 160k	218724	\$3,995
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	\$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	\$4,995
2008	Honda Fit, 70k	3004	\$5,995
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	\$5,995
2008	Volkswagen Jetta, 31k	52550	\$5,995
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	\$6,995
2007	Honda Civic, 92k	2714	\$6,995
2009	Toyota Camry, 87k	82713	\$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	\$7,995
2007	Toyota Corolla, 92k	74352	\$7,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!^^

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!

UP TO

\$3,000

• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE • ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*

Authorized Signature Required, General Manager

Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

MANAGER SPECIALS

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	\$6,995	2009	Nissan Murano, 45k	73621	\$12,888
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	\$7,995	2011	Nissan Rogue, 50k	69968	\$13,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	\$7,995	2013	Nissan Altima, 16k	82570	\$13,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	\$7,995	2011	GMC Terrain, 51k	82272	\$13,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	\$8,995	2010	Infiniti G37, 28k	70898	\$18,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	\$9,495	2011	Lexus ES350, 34k	2242	\$19,995
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	\$9,995	2009	Acura MDX, 31k	73459	\$22,888
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	\$9,995	2010	Lexus LS 460, 39k	82704	\$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJOR WORLD.COM

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!^^



Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ^^All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of \$10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. ^^Available with purchase, while supplies last. Some exclusions may apply, see dealer for details. Offers cannot be combined. \$Will match maximum refund up to \$3,000, must show proof of tax return. NYC DCA#200342, DMV#711789.

EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING! NO CREDIT NO PROBLEM!

Le soutien des États-Unis à un changement de gouvernement au Venezuela est une erreur

Par Mark Weisbrot

Quand devient-il légitime d'essayer de renverser un gouvernement élu démocratiquement ? À Washington, la réponse à cette question a toujours été évidente : quand le gouvernement des États-Unis le décide. Il n'est pas surprenant qu'en général, les gouvernements latino-américains ne le voient pas de cet œil-là. Dimanche 16 février, les gouvernements du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Venezuela) ont publié un communiqué à propos des manifestations de la semaine précédente au Venezuela. Ils ont qualifié « les récents actes de violence » qui s'y sont déroulés de « tentatives de déstabilisation de l'ordre démocratique ». Ils ont été très clairs concernant leur position.

Les gouvernements ont déclaré de façon limpide « leur ferme engagement pour le respect des institutions démocratiques et, dans cette optique, [qu'ils condamnaient] les actions criminelles des groupes violents qui cherchent à semer l'intolérance et la haine en République bolivarienne du Venezuela comme moyen de lutte politique ».

Il faut se souvenir que l'année dernière, quand des manifestations d'une ampleur bien plus importante avaient ébranlé le Brésil, ni le Mercosur ni les gouvernements voisins n'avaient émis de déclaration. Ce n'était pas parce qu'ils n'appréciaient pas la présidente Dilma Rousseff, mais bien parce que ces manifestations ne semblaient pas avoir pour but de renverser le gouvernement brésilien élu démocratiquement.

Le gouvernement d'Obama, avec un peu plus de subtilité, a lui aussi énoncé clairement sa position. Quand le secrétaire d'État John Kerry déclare : « Nous sommes particulièrement alarmés par les nouvelles des arrestations et des détentions menées par le gouvernement vénézuélien d'un grand nombre de manifestants anti-gouvernementaux », il prend position politiquement. En effet, de nombreux manifestants ont commis des crimes : ils ont agressé et blessé des policiers avec des morceaux de béton et des cocktails Molotov, brûlé des véhicules, détruit et incendié des bâtiments gouvernementaux, entre autres actes de violence et de vandalisme.

La semaine dernière, sous cou-



Barack Obama et le secrétaire d'État John Kerry



De nombreux manifestants ont commis des crimes : ils ont agressé et blessé des policiers avec des morceaux de béton et des cocktails Molotov, brûlé des véhicules, détruit et incendié des bâtiments gouvernementaux

vert d'anonymat, un porte-parole du Département d'État des États-Unis a été encore plus clair en faisant part de sa réaction face aux protestations. Il a exprimé son inquiétude quant à « l'affaiblissement des institutions démocratiques au Venezuela » en déclarant que c'était de la faute du gouvernement, et qu'il existait une obligation « de la part des institutions gouvernementales de fournir des solutions efficaces aux besoins socio-économiques légitimes des citoyens ». Ce porte-parole s'est uni aux efforts de l'opposition pour discréditer le gouvernement en place, étape vitale de cette stratégie de « changement de régime ».

Naturellement, nous savons tous qui, au Venezuela, sont soutenus par le gouvernement des États-Unis. En vérité, ils ne s'en cachent pas : cinq millions de dollars du budget fédéral des États-Unis pour 2014 sont destinés à financer les activités de l'opposition au Venezuela — et il est quasi-certain que ce n'est que la partie émergée de l'iceberg — à laquelle s'ajoutent les centaines de millions de dollars ayant servi à les financer ouvertement ces 15 dernières années.

Mais ce qui rend les déclarations des États-Unis si importantes et qui provoque la colère des gouvernements de la région, c'est qu'elles indiquent à l'opposition qu'une fois encore, Washington soutient un changement de gouvernement. Kerry avait fait la même chose en avril dernier, lors de l'élection de Maduro à la présidence, quand le candidat de l'opposition Henrique Capriles avait affirmé que l'élection était frauduleuse. Kerry avait refusé de reconnaître le résultat du scrutin. La posture agressive et antidémocratique de Kerry lui avait valu des réprimandes si sévères de la part des gouvernements d'Amérique du Sud qu'il avait dû

changer de cap et reconnaître le gouvernement de Maduro. (Pour ceux qui n'ont pas suivi ces événements : il n'y avait aucun doute possible quant aux résultats des élections).

Le fait que Kerry reconnaisse les résultats électoraux avait mis fin à la tentative de l'opposition pour discréditer le gouvernement élu. Après la victoire du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) de Maduro aux élections municipales en décembre avec une large avance, l'opposition avait été vaincue. Malgré une inflation de 56 % et une grande pénurie de biens de consommation, une solide majorité avait voté pour le gouvernement. Son élection ne pouvait être attribuée au charisme personnel de Hugo Chávez, décédé depuis près d'un an, et elle n'avait rien d'irrationnel. En effet, même si les choses sont plus difficiles depuis environ un an, la majorité des vénézuéliens qui avaient été marginalisés et exclus par les gouvernements précédents ont tout de même vu leur niveau de vie nettement s'améliorer sur les 11 dernières années, c'est-à-dire depuis la nationalisation de l'industrie pétrolière. Cette partie de la population était certes très critique concernant le gouvernement et l'économie, mais les riches politiciens de droite qui dirigeaient l'opposition ne reflétaient pas leurs valeurs et ne leur inspiraient pas confiance.

Le chef de l'opposition Leopoldo López (qui était en compétition avec Capriles pour prendre la tête du parti) a décrit les manifestations actuelles comme un événement qui pourrait forcer Maduro à renoncer à son poste. Il est évident qu'il existait et qu'il existe toujours une manière non pacifique de provoquer cette démission. Comme l'a affirmé le professeur David Smilde de l'Université de Géorgie, le gouverne-
Suite à la page (13)

«Hugo Chavez et les tâches révolutionnaires encore à accomplir»

Par Francisco Guacarán Varela

Le temps, « implacable, qui passe », si on reprend les vers de Pablo Milanes, nous remémore cette première année sans une grande figure révolutionnaire, le camarade président Hugo Chavez, dont les traces et les aspirations d'un Venezuela bolivarien restent ineffaçables.

Nous sommes sûrs que ne manqueront pas les articles biographiques et anecdotiques sur Chavez en cette date : le vendeur ambulancier de « sucres », le joueur de base-ball, le jeune militaire et le lecteur assidu. Cet article cherche à rappeler certains éléments clés posés par Chavez, sa préoccupation quant à la réalisation des objectifs du projet révolutionnaire.

L'agenda proposé par Chavez, reposant sur l'idéal bolivarien, nourri à diverses sources de la pensée progressiste vénézuélienne et latino-américaine, s'est affiné en se confrontant à l'intensité de la lutte de classes, du combat contre l'impérialisme et ses laquais vénézuéliens.

Si nous reprenons certains documents écrits par le camarade Chavez — en commençant par le projet de décret sur le Gouvernement provisoire prévu par la rébellion militaire du 4 février 1992 (qui ne fut pas écrit par lui directement, mais qui reprend les bases programmatiques de son projet) jusqu'au Plan pour la patrie, en passant par le Livre bleu — nous pouvons repérer la continuité de la construction d'un gouvernement profondément populaire, avec un sens élevé de l'éthique, effectif qui réponde aux nécessités concrètes des travailleurs, et apporte une contribution importante à l'intégration latino-américaine et à la lutte anti-impérialiste.

Avec ténacité et résolution, pendant 14 ans, le nouveau Venezuela a pris forme — avec des succès et des erreurs propres à toute expérience de construction révolutionnaire — aux côtés des travailleurs.

À la fin de l'année 2012, nous avons été les témoins de la préoccupation de Chavez à reprendre et à consolider ce qui avait été réalisé jusque-là, mettant en garde contre des évolutions inquiétantes.

Le 20 octobre 2012, dans ce qu'on a appelé la « reprise en main », Chavez apporte des réflexions pertinentes sur la nécessité d'avancer « dans la transformation de la base économique du pays pour la rendre fondamentalement démocratique, car la base économique d'un pays capitaliste n'est pas démocratique, elle est anti-démocratique, elle exclut et c'est ce qui garantit la concentration de grandes richesses pour une minorité, une élite, la grande bourgeoisie, les grands monopoles, d'où viennent la pauvreté et la misère pour les masses ».

Autocritique

Nous rappellerons l'autocritique face à la faible avancée vers la formation de Communes comme épicerie du contrôle populaire sur le nouveau tissu productif national : « nous ne devons pas continuer à inaugurer des usines qui soient comme une île, entourées de la mer du capitalisme, parce que la mer les engloutira ».

Au-delà des critiques sur l'action de ces communes planifiées selon la logique de l'Etat bourgeois, ce qui est louable est la vision de Chavez quant au contrôle nécessaire du Pouvoir populaire sur la gestion de l'économie locale, qui rendrait sinon toute action transformatrice vaine.

A son tour, il réclamait l'existence



Honneur et gloire au camarade Hugo Chavez

d'espaces pour la critique révolutionnaire sur la gestion du gouvernement, d'abord provenant des travailleurs : « Pourquoi ne pas faire de programmes avec les travailleurs ? D'où sorte l'autocritique. N'ayons pas peur de la critique, ni de l'autocritique. Elle nous enrichit, elle nous manque ».

Et dans le même temps, il touche à une critique importante sur le fétiche de nombreuses institutions auxquelles on colle le nom de « socialiste », comme à toute œuvre ou toute activité que l'on fasse : « C'est douteux, car on peut penser qu'avec cela, celui qui agit ainsi croit que déjà, on a réussi, on a déjà fait le socialisme, parfait. On a changé le nom, et ça suffirait ».

Nous rappellerons qu'avant, cette même année avant le Conseil des ministres du 5 novembre, Chavez rappelait énergiquement les erreurs et la duperie constatées lors de l'inauguration de l'usine de glace Coppelia concernant le manque de planification, l'absence de correctifs et les violations des droits des travailleurs : « J'assume mes responsabilités et mes fautes, mais que chacun assume les siennes et, je le répète, à ceux qui travaillent avec moi ; je leur offre mon cœur et ma main de fer. Je pense à Nicolas, je n'ai pas d'autre choix (...) dans cette étape, je vais être dur déjà avec les miens, plus dur que je ne l'ai jamais été jusque-là et je crois dans toute ma vie », a promis Chavez dans cette allocution qui a redonné de l'énergie aux travailleurs vénézuéliens, face à cette auto-critique sévère et publique du leader du processus bolivarien.

Un exemple

Hélas son corps a lâché au moment où il devrait réaliser son dessein, le mettre en œuvre et il a laissé des tâches importantes aux travailleurs vénézuéliens, nous appelant à ne pas nous leurrer : « la formation socio-économique toujours prédominante au Venezuela est de caractère capitaliste et rentier », et à avancer vers un « Pouvoir populaire capable d'effacer les traces d'oppression, d'exploitation et de domination qui restent dans la société vénézuélienne », pour « annihiler la forme Etat bourgeois dont nous avons hérité (...) et donner une suite à l'invention de nouvelles formes de gestion politique ».

Nous communistes continuons à exalter les éléments démocratiques et révolutionnaires de la pensée et de l'action du camarade Hugo Chavez, qui a su mener avec résolution et vigueur des efforts convergeant dans une même direction.

Nos critiques pointaient, et nous continuons à le faire, ces situations, positions, décisions que nous identifions comme obstacles à l'avancée révolutionnaire, et Hugo Chavez, dans de nombreuses occasions, le reconnaissait aussi : l'absence d'une Direction collective de la révolution qui permette d'articuler des visions et des efforts venant de différents secteurs révolution-
Suite à la page (13)

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



“At Great Legacy We Convert Your Fears Into Confidence”

8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
(718) 676-4514
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

Les desseins machiavéliques de Catherine Ashton et Victoria Nuland

Par Wayne Madsen

C'est devenu un rituel qui fonctionne à chaque fois : lorsque Washington tente de changer un régime, de mystérieux snipers font leur apparition qui tuent à la fois des forces gouvernementales et des manifestants de son opposition. Puis ils disparaissent et ne sont en principe jamais retrouvés. C'est le cas aujourd'hui en Syrie, en Ukraine et au Venezuela. En Syrie, les événements de Deraa ont dressé, durant une année, une partie de la population contre son gouvernement. Au Venezuela, les légistes ont prouvé que les tireurs étaient les mêmes des deux côtés et la contestation s'essouffle. En Ukraine, des interceptions téléphoniques et les réactions qu'elles suscitent ne laissent guère de doutes, observe Wayne Madsen.

Après la révélation au grand public des conversations téléphoniques interceptées, le voile est levé sur les desseins secrets pour l'Ukraine des deux va-t-en guerre de la gent féminine qui servent de figures de proue à la politique étrangère de l'Occident : Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe des USA, déléguée aux Affaires européennes et eurasiennes, et Catherine Ashton, Représentante officielle de l'Union européenne et autrefois propagandiste de premier plan de la Campagne pour le Désarmement nucléaire menée en Grande-Bretagne. Catherine Ashton, dont la conversation téléphonique avec Urmas Paet, le ministre estonien des Affaires étrangères, fut la seconde à être divulguée, détient depuis le premier décembre 2009 le titre ronflant de

Haut-Représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité de l'Union européenne, et, depuis 1999, date de son accession à la chambre des Lords, le dérisoire et très féodal titre de baronne Ashton de Upholland.

Ceux qui soutiennent Catherine Ashton surestiment ses mérites. On peut la voir dans l'exercice de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, dans une vidéo filmée au siège de l'UE à Bruxelles, complètement affolée : ni elle, ni Robert Cooper, son envoyé britannique dans les Balkans, n'avaient la moindre idée de ce à quoi pouvait ressembler Tomislav Nikolic le président de la Serbie, quelques minutes à peine avant de l'accueillir à la cérémonie de bienvenue organisée à son intention. Catherine Ashton est mariée à Peter Kellner, un ancien journaliste britannique. Peter Kellner appartient au cercle des dirigeants de l'institut de sondages YouGov. Cette société ne vit pas seulement des sondages politiques et électoraux, elle tient en haleine les médias de l'infosphère avec des enquêtes d'opinion visant à pronostiquer lequel des favoris deviendra la nouvelle idole à chaque étape des concours que proposent des programmes TV aussi ineptes que Pop Idol et X-Factor.

Dans son entretien téléphonique du 26 février avec la baronne Ashton, le ministre estonien des Affaires étrangères, Urmas Paet, lui révèle que, selon une source crédible, les manifestants et les policiers ukrainiens ont été tués par les mêmes tireurs embusqués [1]. Paet était présent à Kiev le 25 février, durant les violents affrontements qui ont opposé les manifestants aux policiers sur l'EuroMaidan. Il est



Catherine Ashton et Victoria Nuland

maintenant flagrant que les violences ont été attisées par des tireurs embusqués et d'autres provocateurs, y compris des bandes de néonazis et des mercenaires étrangers, commandités par l'opposition politique Ukrainienne.

Au cours de la discussion, Paet révèle à Ashton qu'un médecin ukrainien, le docteur Olga Bogomolets, une figure importante de la société civile, l'a convaincu, lors de sa visite à Kiev, que les balles qui se sont abattues sur les manifestants et les policiers provenaient des mêmes armes, et que l'opposition couvrait les meurtriers. Le docteur Bogomolets ne fait pas partie de la cour de Ianoukovytch, le président en exil. Elle était le médecin personnel de Victor Iouchenko, le président installé par la « révolution orange ». Elle a perçu des subsides de Radio-Liberté que financent Georges Soros et la CIA. Elle a par ailleurs encouragé ses étudiants en médecine à participer aux manifestations

de l'EuroMaidan à Kiev. Bogomolets a convaincu Paet que les balles qui ont frappé indistinctement les manifestants et les policiers avaient été tirées par les mêmes armes à feu, et que l'opposition était derrière les attaques. On relèvera avec intérêt que Bogomolets a déclaré avoir décliné l'offre —des dirigeants de l'opposition— de participer au nouveau gouvernement comme ministre déléguée auprès du Premier ministre pour les Affaires humanitaires.

Si l'on en croit l'appel téléphonique enregistré, dit-on, par des agents des services de sécurité ukrainiens (SB) restés fidèles à Ianoukovytch, Ashton feint d'être ébahie lorsque Paet lui annonce que, selon toute vraisemblance, l'opposition ukrainienne a massacré plus de soixante-dix de ses propres partisans, auxquels il faut encore ajouter les policiers. La série d'attaques des tireurs embusqués n'est rien d'autre qu'une opération sous faux drapeau,

pilote par l'opposition et ses soutiens de l'Occident, destinée à susciter la sympathie et le soutien de l'opinion publique.

Paet : « Toutes les preuves montrent que les personnes des deux camps abattues par les tireurs embusqués, les policiers et les gens qui étaient là dans la rue, c'étaient les mêmes tireurs embusqués qui les tuaient, dans les deux camps... Elle m'a aussi montré des photos. Elle m'a dit qu'en sa qualité de médecin, elle pouvait dire que c'était la même signature, le même type de balles... et il est très inquiétant que, maintenant, ceux de la nouvelle coalition, ils ne veulent pas enquêter sur ce qui s'est passé exactement. Donc, à présent, il est de plus en plus évident pour tout le monde que ce n'est pas Ianoukovytch qui était derrière les tireurs embusqués sur les toits, c'était quelqu'un de la nouvelle coalition. »

Ashton : « Je pense que nous avons effectivement besoin d'enquêter. Je veux dire... Je n'ai pas eu vent de cette histoire. C'est intéressant ; ça alors !... »

Paet : « C'était donc très préoccupant de voir tout ça circuler et prendre de l'ampleur. Cela discrédite déjà la nouvelle Coalition. »

Répondant à Paet, Ashton s'emploie ensuite à jeter le doute sur les informations que Bogomolets et lui ont collectées, qui montrent que l'opposition était derrière le mitraillage des manifestants et des policiers. Ashton défend les parlementaires de l'opposition engagés dans le mouvement de protestation, contre les médecins, et déclare, en parlant des dirigeants de la contestation : « Ils doivent

Suite à la page (13)

Suite de la page (12) Hugo Chavez...

naires ; le maintien d'un Etat bourgeois, hautement bureaucraté avec tous vices intacts ; la faible transformation du système économique national, approfondissant son caractère rentier ; l'existence de secteurs liés à la petite bourgeoisie et la bourgeoisie émergente comme force politique dirigeante, en lieu et place de la classe ouvrière et des travailleurs.

Ce sont précisément ces idées que nous souhaitons faire ressortir aujourd'hui, alors que nous vivons un moment de déstabilisation politique,

économique et médiatique dans notre pays, fomentée par la bourgeoisie locale et l'impérialisme yankee ; deux secteurs qui ont dû abandonner une bonne partie de leur hégémonie au peuple vénézuélien, grâce à la direction du gouvernement populaire assumée par Hugo Chavez.

Cette mobilisation héroïque qui a permis au peuple d'impulser la première étape du processus révolutionnaire commencé en 1998, héritière de grands moments de lutte pour la libération nationale, c'est la même qui

vaincra sans pitié le fascisme assassin et l'impérialisme, réaffirmera avec fierté que l'effort du camarade Chavez ne fut pas vain et qu'on reprendra la voie, dans l'unité révolutionnaire, de la construction scientifique du socialisme.

Honneur et gloire au camarade Hugo Chavez ! Face à la conspiration fasciste : large unité de classe et populaire !

**Solidarité internationale
15 mars 2014**

Suite de la page (12) Le soutien des états....

ment à tout à perdre face à la violence des manifestations, et l'opposition a beaucoup à gagner.

Avant le weekend des 15 et 16 février, Capriles, qui était auparavant prudent par rapport à une stratégie potentiellement violente de « changement de régime », a visiblement changé de programme. D'après Bloomberg News, il a accusé le gouvernement d'« infiltrer les manifestations pacifiques » pour les transformer en « noyaux de violence et de répression ».

Dans le même temps, López a provoqué Maduro sur Twitter après que le gouvernement ait commis l'erreur de le menacer d'arrestation : « Tu n'as pas le cran de m'arrêter ? » a-t-il twitté le 26 février : @Nicolasmaduro : no tienes las agallas para meterme preso ? O esperas ordenes de La Habana ? Te lo digo : La verdad está de nuestro lado Leopoldo López (@leopoldlopez) 14 février 2014

(Tu n'as pas le cran de m'arrêter ? Ou bien tu attends un ordre de La Havane ? Laisse moi te dire : la vérité est dans notre camp)

Espérons que le gouvernement ne mordra pas à l'hameçon. Le soutien des États-Unis à un changement de gouvernement a sans nul doute envenimé la situation car Washington a déjà beaucoup d'influence au sein de l'opposition et, bien entendu, au sein des médias de l'hémisphère.

Il a fallu attendre longtemps avant que l'opposition n'accepte les résultats de l'élection démocratique au Venezuela. En 2002, ils ont tenté un coup d'état militaire, avec le soutien des États-Unis, et quand celui-ci a échoué, ils ont essayé de renverser le gouvernement en menant une grève

pétrolière. En 2004, ils n'ont pas réussi à récupérer la présidence et ont crié à la « fraude ! » et l'année suivante, ils ont boycotté sans raison les élections de l'Assemblée Nationale. La tentative ratée de discréditer les élections présidentielles d'avril dernier a été un retour à ce passé sombre, mais pas si lointain. Reste maintenant à voir jusqu'où ils iront cette fois-ci pour obtenir par d'autres moyens ce qu'ils n'ont pas été capables d'obtenir par les urnes, et

pendant combien de temps ils bénéficieront du soutien de Washington pour un changement de gouvernement au Venezuela.

**The Guardian, February 18, 2014
© 2014 Guardian News and Media Limited
Traduit de l'espagnol par :
Eva Tanquerel
El Correo. Paris, 8 mars 2014
Viva Venezuela 14 Mars 2014**

GUARINO FUNERAL HOME



*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

**9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236**

718-257-2890

Décès de veuve Franck C. Lafond née Stéphanie Chataigne

Les Entreprises Funéraires Notre Dame du Rosaire annoncent avec infiniment de peine le décès de Mme Veuve Franck C. Lafond née Stéphanie Chataigne, survenu le 5 mars 2014 en sa résidence privée à l'âge de 93 ans.



En cette pénible circonstance, nous présentons nos sincères condoléances à ses enfants : Mr. Edgard Lafond et Mme née Yasmine Jean Gilles, Mr. Louis Eddy Lafond et Mme née Loretta Young, Dr. Yves Jacques Lafond et Mme née Gina Fils-Aimé, Mme veuve Martial Seide née Marie Michelle Lafond, Mr et Mme Franck Junior Lafond, Mme Josette Margarette Lafond, Ing. Carlo Lafond et Mme née Milène Dorcenay, Mr. Harry Lafond, Mme Victoria Lafond Philistin et Mr. Serge Philistin, Mr. Franklin Lafond et Mme ; à ses petits enfants : Jeannette, Chenzenair, Melissa, Jean Réginald Lafond et famille, Jean Yves Lafond et famille, Robert Lafond et famille, Mme Christopher Sockwell née Stéphanie Ann Lafond, David, Stephan, Clifford, Vladimir, Pierre Emmanuel, Jean Daniel, Gissandre D. Philistin et famille, Serge Michel, Pierre Angel, Clifford Richardson, Laïmka, Hanania, Mulouse Marcéus et Mirlande Joseph ; à ses arrière-petits enfants : Christ, Christy, Christopher, Marc Henry Zeus, Mathilda, Camille Isabelle ; à ses neveux et nièces : Mme Elizabeth Chataigne et enfants, M. Old, Claude, Henry Chataigne et familles, familles Joseph, Nancy, Nadia, Georges et Patrick Carraha et enfants, Famille Evelynne, Gislaïne, Edith Jovin et enfants, Mme Ginette Cyrille, Mr et Mme Félix Ambroise, Mme née Marie Ange Mathelier et enfants, Mr. Obed Lamour et Mme née Ferdilia Chataigne et enfants, Mr. Ilfranc Herriot et Mme née Amélia Chataigne et enfants. Dr. Jean André et famille, Mr. Jean Papillon et Mme Marie Joseph Papillon, Veuve Bertrand Gilles née Christianne Papillon.

Aux familles Lafond, Chataigne, Chéry, Seide, Philistin, Jovin, Carraha, Jean Gilles, Luzincour, Young, Fils-Aimé, Berlus, Dorcemy, Sockwell, Dessalines, Cyrille, Germain, Papillon, André, Gilles, Bellande, Saint-Val, Tardieu, Thermezi, Jean, Vilaire, Morisset, Pinard, Dupoux, Ethéart, Antoine, Lamour, Herriot, Rameau Joseph, Pierre, Etienne, Compas, Ambroise, Marcéus, et à tous les autres parents alliés et amis affectés par ce deuil.

Les funérailles de la très regrettée veuve Franck C. Lafond née Stéphanie Chataigne seront chantées le samedi 22 mars 2014 à l'Église Sainte Claire de Frères à 8h a.m où la dépouille sera exposée dès 7hrs a.m.

L'inhumation aura lieu au Parc du Souvenir, Route de Frères.
Paix à son âme !

le Mopod a fait parvenir une lettre au président l'enjoignant de remettre sa démission au corps législatif pour éviter que le pays s'effondre sous ses regards de *manfouben*. Au cours d'une conférence tenue le 11 mars, le MOPOD a annoncé la reprise de la mobilisation à travers tout le pays contre le gouvernement Martelly-Lamothe, dès le vendredi 14 mars 2014.

Comme annoncé, le vendredi 14 mars écoulé, les organisations de base de Mopod se sont données rendez-vous au Top 50 à la rue Jean Paul 2 à Turgéau en plein centre de la capitale haïtienne. En cette occasion, elles en ont profité pour annoncer publiquement la reprise de la mobilisation contre l'administration Martelly/Lamothe qui, continue de violer les droits et les libertés des personnes. « L'intolérance et l'arrogance de Miki sont allés jusqu'à persécuter des groupes musicaux tels que: Koudjay, Brothers Posse, Kanpèch, Ram, Rèv, Racine Mapou. Tous ces groupes dont les textes charrient les revendications du peuple haïtien ont été bannis et même interdits d'évoluer ». C'est ce qu'a fait savoir Me André Michel. L'homme de droit a exigé que la lumière soit faite autour de l'assassinat du défenseur des Droits de l'homme, Daniel Dorsainvil et sa femme Girdy Larèche, ainsi que celui du juge Jean Serge Joseph. Les dirigeants de MOPOD ont aussi dénoncé l'arrestation arbitraire du militant politique Louisa

Louis-Juste, également coordonnateur général de MOPOSS à Cité Soleil, survenue lors de sa participation à une émission à la radio Boukman.

Les frères Florestal, Jean Robert Vincent, Jean Maltines Lamy, et du journaliste Ariste Dorelus, considérés comme des prisonniers politiques, doivent recouvrer leur liberté poursuivent les responsables. Maître André Michel, l'un des figures de proue de l'Opposition, de son côté, appelle à la mobilisation générale de tous les secteurs du pays afin d'arriver au départ du président Martelly. « Les organisations de base du MOPOD ont pris cette initiative dans le but de relancer la mobilisation anti Martely sur l'ensemble du territoire national. C'est ce qui justifie que nous soyons réunis ici avec divers secteurs de la vie nationale afin de relancer la mobilisation générale contre le gouvernement Martelly/Lamothe. Cette mobilisation doit parvenir à délivrer définitivement notre pays de cette équipe de dirigeants ». C'est ce qu'a fait savoir le représentant de Opozisyon San Blòf (OSB) qui venait des Cayes. Le panel était composé de tous les responsables de partis politiques qui font partie du Mopod. Pour clore cette rencontre, toutes les délégations ont juré de reprendre la mobilisation qui ne s'arrêtera que lorsqu'ils auront obtenu le résultat escompté en l'occurrence le départ de l'équipe en place.



Il faut juger Duvalier pour tous les crimes commis par ses hommes de mains maudits, comme ceux des Franck Romain, Roger Lafontant, Boss peintre, Ti Bobo, Abel Jérôme, Jean Valmé, Luc Désir...

parler d'« État de droit » en Haïti pour servir leur cause personnelle et protéger leurs intérêts mesquins! L'« État d'injustice » sociale, économique et politique conviendrait mieux à cette République parasitaire... couverte de mouches comme un cadavre en putréfaction, remplie et parsemée d'immondices, résultat décevant de la mauvaise gestion politique des uns et des autres. Nous parlons de ce pays fantasmagorique où des spectres de la pauvreté extrême se courbent sans scrupule pour applaudir et baiser les pieds des « faiseurs de carnavaux ».

Durant les 29 années sombres du gouvernement de terreur, les « loup-garous » de « Macoutistan » – pour reprendre le néologisme de l'écrivain Gary Klang – ont éventré des « innocents ». Les masses populaires, en février 1986,

ont exécuté des « assassins » sans scrupule et sans âme.

C'est un « droit légitime » pour le « peuple souverain » de décider par lui-même et pour lui-même des moyens qu'il compte utiliser pour se « faire justice ». Il personnifie la « Raison d'État ». Contrairement à l'individu assujéti à la stricte observance de la Loi, le peuple souverain détient le privilège absolu de mettre en veilleuse la « constitution », et même de la révoquer pour ramener l'ordre dans la Cité, et de ce fait, rétablir l'ensemble de ses « droits naturels ».

La constitution française de 1793, rédigée par le grand philosophe politique Condorcet – et qui n'est jamais entrée en vigueur – prévoyait en son article 27 : « Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit mis à mort par

N'est-ce pas absurde? Ils ont trouvé moyen d'utiliser l'Internet pour aider, après coup, une femme qui a été violée. Ouah! Ils appellent cela résoudre le problème? C'est « ce qui fonctionne »? Après avoir été violée, est-ce qu'une femme va vraiment sortir sereinement son Smartphone pour aller en ligne et identifier la station de police ou l'hôpital le plus proche? N'appellerait-elle pas simplement un ami, la police, ou un centre d'assistance?

La vraie solution au problème est d'attaquer et d'arrêter les causes de viol, de violence contre les femmes.

Alors pensez-vous que l'utilisation du pouvoir de la base et de la technologie arrêtera-t-elle les violences perpétrées sur les femmes et les enfants en Moyen-Orient, aussi bien sur les enfants et femmes dominicains devenus apatrides avec cette décision prise par la Cour constitutionnelle en République Dominicaine ?

Comme les organisatrices de Marche Mondiale des Femmes l'ont observée: « Les violences envers les femmes trouvent leurs racines dans le système patriarcal et le capitalisme qui imposent un besoin de contrôle, d'appropriation et d'exploitation du corps des femmes. Le patriarcat se fonde sur deux principes : la notion selon laquelle les femmes sont inférieures aux hommes tout en leur appartenant et la hiérarchisation sexuelle des rôles.

Afin d'imposer ce système de domination du masculin sur le féminin et de le maintenir, la violence ou la menace de violence est utilisée comme outil de contrôle, comme punition pour avoir dérogé aux règles établies par le patriarcat. Le mode de production capitaliste convient parfaitement au patriarcat : il s'appuie sur la détermination patriarcale des rôles « naturels » assignés aux deux sexes pour exploiter les femmes à son plus grand profit.

Les femmes sont considérées comme une main-d'œuvre très bon marché, malléable et corvéable à souhait, toujours disponible pour s'occuper des autres et exécuter le travail que

cela engendre. Le capitalisme, en créant des inégalités supplémentaires entre hommes et femmes, favorise l'accroissement des violences. »

En bref, le problème de l'exploitation des femmes, des enfants, des hommes, de l'humanité, n'est pas un problème technique. Il ne peut pas être résolu par l'Internet, par les Smartphones, par des groupes de discussion, par des ONG ou par des réunions de base. L'exploitation est une conséquence inévitable du capitalisme, tout comme la guerre, la pauvreté et les inégalités.

J'ai aimé la description des objectifs du Millénaire pour le Développement par Naomi Klein, l'auteur de « The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism ».

« Le véritable héritage du néolibéralisme est l'histoire de l'écart des revenus », dit-elle. « Il a détruit les outils qui réduisent l'écart entre les riches et les pauvres. Les mêmes personnes qui sont à l'origine de ce violent écart peuvent maintenant dire que nous devons faire quelque chose pour les gens tout au bas de l'échelle sociale, ... mais c'est vraiment tout juste faire la charité.

L'économiste Jeffrey Sachs définit la pauvreté comme ceux dont les vies sont en danger, les personnes vivant avec un dollar par jour, les mêmes personnes évoquées dans les Objectifs du Millénaire pour le développement. Bien sûr, cela doit être abordé, mais soyons clair que nous parlons ici de noblesse oblige, c'est tout. »

Je me souviens du discours historique que le président cubain Fidel Castro a rendu ici à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion du 50e anniversaire de cet organisme en 1995. Il a commencé avec ce simple constat : « L'Organisation des Nations Unies a été fondée il y a un demi-siècle après une guerre monstrueuse qui a coûté la vie à une moyenne de 10 millions de personnes par an aux moments les plus intenses. Aujourd'hui, 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants meurent chaque année de faim et de

maladies curables ».

Lave men, siye atè.

C'est l'essence même du problème. Nous devons résoudre les problèmes systémiques, économiques qui causent l'exploitation et alors nous pouvons atteindre l'objectif du slogan de cette réunion: « Dites non à l'exploitation des êtres humains à des fins lucratives ».

Mesdames, messieurs, chers concitoyens et concitoyennes de la planète Terre ; le souci de tout un chacun ici présent, c'est d'en finir avec la violence sur les femmes et les enfants ; mais je tiens à attirer l'attention de tous qu'il y a des millions de gens analphabètes dans le monde, et en particulier en Haïti dont le taux est très élevé. Il faut éradiquer l'analphabétisme, une des solutions avant même d'entamer la campagne dont vous prônez.

Nombreux sont ceux qui veulent un monde pacifique, sans haine, sans armes nucléaires, sans violation de souveraineté, sans de faux pacificateurs comme cela se fait en Afrique, en Haïti et ailleurs. Que les grands soient modèles et exemples de moralité publique saine et non pas des catalyseurs de crise, non pas des tolérants envers les corrupteurs, comme tel est le cas en Haïti avec les actes de kidnapping, le trafic de la drogue, la disparition des individus supportés par le pouvoir en place entravent tous les efforts menés pour une démocratie juste et rationnelle.

Peu de choses ont changé au cours des 20 dernières années. « Nous voulons un monde de paix, de justice, et de dignité dans lequel tout le monde sans exception peut jouir du droit au bien-être et à la vie. »

De là nous pouvons enfin arriver à une tolérance zéro pour l'exploitation des femmes, des enfants, et de l'humanité en général.

Au nom du peuple haïtien, des femmes haïtiennes et de toutes les femmes sur la planète, victimes de toutes les formes de discrimination et d'exploitation, je vous remercie

les hommes libres. » Le peuple peut amnistier. Comme en Afrique du Sud. Ou ailleurs. Mais pas dans un climat d'arrogance. De nihilisme de bas étage. De négation totale de faits accablants, forfaits et assassinats.

Qui a exigé le jugement du peuple français en 1793 pour avoir décapité Louis XVI et Marie Antoinette, par suite de la condamnation à mort venant de la Convention?

Nous ne sommes pas en train de faire l'apologie de la justice expéditive. La société, en aucun cas, ne saurait s'acharner sur un individu dont l'état de santé physique le rendrait inapte à supporter le harcèlement et la fatigue d'un procès long et interminable. Seulement, dans le cas de Jean-Claude Duvalier, mal conseillé – sans nul doute – par son collègue d'avocats, l'opinion publique constate que ce dernier refuse de franchir le seuil de la confession,

de la contrition et du repentir pour bénéficier, peut-être, d'une réhabilitation sociale commisérative.

Juger le fils de François Duvalier, l'héritier du trône en 1971, pourrait se révéler difficile... Il ne faut pas perdre de vue la situation de connivence subtile reprochée à la communauté internationale qui n'a jamais levé vraiment le pouce – sauf le président Jimmy Carter, le champion des droits de l'homme – pour stopper l'hémorragie et empêcher la croissance de l'Himalaya de cadavres.

Quel dommage...!

La profession de juriste a perdu tous ses éclats de noblesse dans le contexte du monde contemporain complètement dominé par le capitalisme accaparant... Et encore plus en Haïti...

Le niveau d'études dans les facultés de droit de la capitale et des villes de province laisse à désirer. À l'époque du

règne de Raoul Cédras et de Michel François, l'université d'État d'Haïti consentait d'ouvrir largement ses portes à des énergumènes mal préparés, souffrant déjà de déficience intellectuelle, complices du coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide, et qui siègent aujourd'hui au sommet et dans tous les compartiments de la sphère sociale. Ils sont devenus avocats, médecins, politologues, sociologues ..., d'une médiocrité exemplaire et incontestable.

Alea jacta est...

Pour Jean-Claude Duvalier et ses « Klaus Barbie », les chefs redoutables de la Gestapo duvaliérienne, nous aurions douté fort qu'une Cour leur eût reconnu des circonstances atténuantes pour le traumatisme social et politique causé durant trois décennies au peuple haïtien. Tous, nous connaissons les images d'horreur qui se cachent derrière les noms maudits, comme ceux des Franck Romain, Roger Lafontant, Boss peintre, Ti Bobo, Abel Jérôme, Jean Valmé, Luc Désir... Plusieurs victimes de ces Hermann Göring, ou leurs progénitures vivent encore... Et témoignent journellement de leur torture psychologique.

Les femmes et les hommes de loi haïtiens devraient prendre le temps de consulter ou revisiter la biographie de Thomas More, l'auteur de la célèbre « Utopie », ou L'île de nulle part... Avocat à l'âge de 21 ans, More n'a jamais prostitué sa science, sa dignité et son honneur. D'ailleurs, il sera décapité en 1535, en compagnie de son ami l'évêque Fisher, pour avoir condamné le divorce du roi Henri VIII avec la reine Catherine d'Aragon.

La cause justifie les moyens...

La révolution en Russie en 1917, la tournure des événements en Roumanie en 1989, le déclin du fascisme en Italie en 1945 – fin de la deuxième guerre mondiale – montrent clairement que l'histoire a bien raison, lorsqu'elle prend des raccourcis pour éviter de s'embarasser de certains procès...

Notes

1.- Expression empruntée à Simone Goyard-Fabre, préfacière et annotatrice de l'Utopie de Thomas More, éditions Flammarion, 1987.

2.- Descartes, René.- Discours de la méthode...

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

G.K. Multi-Services

- African & Haitian Movies
- CDs • Cellphones & Accessories
- Soap • Shampoo • Incense
- Perfume

MoneyGram
DHL WORLDWIDE EXPRESS
GIROSOL
nopin LONG DISTANCE
UNITransfer
C.A.M.

(Guy & Vicky)

196-19 Jamaica Ave.
Hollis, NY 11423
718.217.6368

Director: **Florence Comeau**

Interlink Translation Services

- * Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Resumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225

Quant au PPA (*ndlr.* Parti du peuple algérien) qui a joué un rôle dynamique dans l'éveil des masses, sa conception de la nation était empreinte d'étroitesse nationale en excluant la possibilité de l'inclusion dans la nation algérienne d'éléments appartenant à la minorité européenne anticolonialiste et qui opteraient en sa faveur.

Cette période était faite de tâtonnements. Aussi faut-il situer la thèse de Maurice Thorez sur la nation algérienne dans son contexte de l'époque. Dans son Essai sur la nation algérienne publié en 1958, le PCA rappelait la définition de la nation présentée par Staline : «La nation est une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique, de formation psychique, se traduisant par une communauté de la thèse de Maurice Thorez en laissant croire qu'elle serait formée quand le «mélange des 20 races» serait réalisé. Mais la nation algérienne, soulignait cet essai, contenait deux aspects : «Un principal, reconnaissant la formation de la nation, et un autre, secondaire, celui de la possibilité d'intégration d'éléments d'origine européenne... Or, le processus de prise de conscience de la nation algérienne, déjà développé chez les musulmans, ne pouvait pas avoir le même contenu pour l'immense majorité des Européens, et ce, malgré les efforts courageux du Parti communiste algérien qui a réussi à former des patriotes algériens d'origine européenne et israélite. La fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. Raisonner autrement, c'est faire preuve d'idéalisme, c'est penser que la mentalité des Européens pourra se modifier sans que soit brisé le régime économique de type colonial qui engendre (sans que cela soit schématique) cette mentalité.» Mais il faut ajouter que toute nation est composée de classes sociales, et pour ma part, en tant que marxiste, j'accorde aussi une importance à la lutte de classes qui est le moteur de l'histoire.

Quand une nation s'est débarrassée du colonialisme oppresseur, peut-on raisonner sans regarder cette notion, sans ses rapports avec la lutte des classes ? Je ne le pense pas. C'est un autre débat qui mérite réflexion et de plus longs développements.

Arezki Metref : Après la Seconde Guerre mondiale, vous vous opposez, dans le même combat aux «fascisme, capitalisme, colonialisme». Comment décryptez-vous ces systèmes d'oppression ?

William Sportisse : Le fascisme et le colonialisme sont des produits du système capitaliste. Le colonialisme c'est le capitalisme qui va à la conquête d'espaces territoriaux pour acquérir des marchés, piller les richesses des pays qu'il domine, surexploiter leur main-d'œuvre en versant des salaires inférieurs à ceux nécessaires pour la reconstitution de la force de travail afin d'obtenir des surprofits. Le colonialisme recourt à la violence bestiale pour imposer sa domination dans les pays qu'il occupe en multipliant, au

cours de ses guerres de rapines, des massacres aussi odieux si ce n'est pire que ceux commis par le fascisme. De son côté, celui-ci est la poursuite de la domination du système capitaliste rongé par une crise profonde dont l'origine repose sur la contradiction entre le capital et le travail. Le fascisme, expression bestiale du capitalisme, utilise des moyens aussi barbares que ceux utilisés par l'impérialisme dans la conquête des colonies. Il recourt à la haine raciale entre travailleurs immigrés et locaux pour dévoyer leurs luttes et les détourner de la révolution socialiste quand les conditions objectives existent. Il freine la prise de conscience de classe et retarde la réalisation du facteur subjectif nécessaire à la réalisation de la révolution socialiste. C'est, rapidement, notre décryptage de la nature du capitalisme, des manifestations de son comportement pour réaliser plus de profits en écrasant les peuples. Comme le disait si bien Marx, notre monde contemporain depuis l'avènement du capitalisme et sa transformation en impérialisme est face à ces deux choix : «Socialisme ou barbarie.»

Arezki Metref : Quel était le climat politique vu par les communistes dans l'Algérie qui venait de subir les massacres de Mai 1945 et était dans la préparation du soulèvement de 1954 ? Comment les communistes ont vécu cette période d'incubation révolutionnaire ?

William Sportisse : Tout d'abord, il convient de souligner la féroce répression colonialiste qui s'est abattue sur les manifestants de Sétif et de Guelma. Ils célébraient pourtant pacifiquement la victoire sur le fascisme et réclamaient en même temps la reconnaissance du droit de l'Algérie à disposer librement d'elle-même et à gérer ses propres affaires. Ce qui correspondait aux buts de la Seconde Guerre mondiale. La férocité coloniale du 8 Mai 1945 a entraîné ensuite les soulèvements des populations dans certaines régions du pays, particulièrement à Kherrata, Chevreuil. Ils ont été étouffés à leur tour par l'armée coloniale française avec l'utilisation de grands moyens militaires (une véritable guerre), aviation et escadre marine. Les dizaines de milliers de victimes, les arrestations et les condamnations à de longues peines de prison prononcées par les tribunaux colonialistes ont soulevé la colère et l'indignation de tous les Algériens. Mais cette dure épreuve a amené les partis du mouvement de libération nationale à réfléchir sur les orientations et les moyens de les mettre en application pour conduire à l'indépendance nationale. Le Parti communiste algérien prit conscience de la force du mouvement de libération qu'il avait sous-estimé durant la période qui va de 1943 à mai 1945 en ne liant pas son combat contre le fascisme à celui pour l'indépendance du pays. L'auto-critique de son comité central, en juillet 1946, porte également sur les comportements erronés et sectaires de certains de ses dirigeants vis-à-vis des responsables nationalistes. C'est pourquoi, il s'engagea dans une grande campagne pour l'amnistie de toutes les victimes de la répression, dans les premiers mois qui suivirent la tragédie du 8 Mai. Le large mouvement des comités d'amnistie qui s'organisa à travers tout le pays permit

non seulement la libération des Algériens emprisonnés, mais créa aussi les passerelles nécessaires pour réaliser l'union des forces patriotiques.

Cette libération des emprisonnés redonna des forces aux partis nationalistes que la répression avait affaiblis. Ces mêmes partis, tirant les leçons de cette épreuve, ont également engagé des efforts pour la mobilisation et l'organisation du peuple sur la base d'une élévation de la conscience politique populaire afin de vaincre le colonialisme en lui portant des coups sérieux et décisifs.

Une grande effervescence a régné dans l'activité de tous les partis politiques du mouvement de libération pendant la période allant de 1945 à 1954. Les débats politiques et idéologiques publics entre les courants communistes et nationalistes, et à l'intérieur même de ces deux courants, étaient certes passionnés et parfois durs, mais l'esprit unitaire prévalait grâce à l'élévation du niveau politique des masses populaires obtenue au cours de ces échanges d'opinion sur les voies menant à l'indépendance, sur ce qui devait la suivre une fois qu'elle serait arrachée, sur quoi devait reposer nos politiques d'alliances, etc.

Tous ces débats politiques ont fait mûrir la conscience politique de notre peuple. Grâce à sa mobilisation, des victoires électorales ont été remportées par les partis nationalistes et, dans une moindre mesure, par le PCA, même quand l'administration coloniale fut contrainte de recourir à des fraudes scandaleuses.

Loin d'être gagné par le pessimisme et la démobilité, après ses fraudes, le peuple algérien a constaté qu'il était possible de battre le colonialisme. Les luttes revendicatives des ouvriers dans les entreprises, des ouvriers agricoles dans les domaines de la grosse colonisation, des paysans, des petits artisans et commerçants, les luttes pour le respect des libertés élémentaires et syndicales, contre la guerre menée au Vietnam par l'impérialisme français, la solidarité manifestée avec les peuples frères de Tunisie et du Maroc et de Palestine, des jeunes et des femmes ont pris une ampleur durant cette période. Tout cela a contribué à la préparation du déclenchement de l'insurrection du 1er Novembre 1954.

Arezki Metref : Après l'interdiction de l'émission en arabe en faveur de l'indépendance de l'Algérie que vous animiez à Budapest, vous rentrez en Algérie. En 1956, vous revolez dans votre ville natale, Constantine, à coordonner l'action de soutien des communistes à l'ALN. Quels étaient les rapports, à Constantine, entre les communautés, d'une part, et entre communistes et nationalistes, d'autre part ?

William Sportisse : J'apporte une précision, on ne peut parler d'interdiction de l'émission des trois partis communistes d'Afrique du Nord, en langue arabe, par les autorités hongroises qui avaient accepté de mettre à notre disposition pendant environ deux années leurs moyens techniques. J'ai donné des explications dans le *Camp des oliviers* [1] sur les motivations de la décision du gouvernement de la République populaire de Hongrie de nous demander sa cessation.

Ce pays, en raison de ses orientations socialistes, subissait le blocus de tous les pays capitalistes européens et américains en vue de le détacher de la communauté socialiste qui s'est formée avec d'autres Etats de l'Est européen et l'Union soviétique. Il avait un besoin économique de sortir de ce blocus, au même moment où des efforts étaient entrepris par l'Union soviétique et d'autres forces pour éviter la guerre mondiale en prônant la coexistence pacifique entre les Etats à systèmes sociaux différents. Ce sont les pressions de la France coloniale sur la Hongrie qui furent à l'origine de sa décision discutable nous demandant de cesser notre émission. Dans l'ouvrage *le Camp des oliviers* sont relatées dans le détail toutes les actions de soutien apportées par nos organisations communistes de Constantine à l'ALN et au FLN. Ces actions de soutien se résument dans notre contribution pour ravitailler des groupes armés de l'ALN en armes, en médicaments, en vêtements, en leur apportant notre aide financière et politique, en leur transmettant régulièrement notre propagande écrite (journaux, tracts, revues). Il nous est arrivé également, grâce à nos liens avec des militants du FLN, de reproduire avec notre matériel leurs documents de propagande. Mais notre parti qui s'est maintenu en tant qu'organisation, tout en reconnaissant comme dirigeants de la lutte libératrice le FLN et l'ALN, conformément aux accords FLN-PCA, a utilisé à Constantine tous les moyens en sa possession pour rédiger et diffuser régulièrement durant toute la guerre ses publications (journaux et tracts).

Un nombre non négligeable de journaux, de tracts et de revues qui apportaient des informations sur le déroulement de la lutte armée et des explications sur l'évolution de la situation politique circulaient parmi la population.

Quant aux rapports entre les communautés, tous ceux qui ont vécu cette période savent que les colonialistes avaient réussi à les diviser. Le racisme, cette arme de division, et toute l'idéologie du colonialisme qui dominait parmi la majorité de la population européenne et même juive la peur de ne plus pouvoir vivre dans le pays si l'indépendance était arrachée par les Algériens, les difficultés des organisations du mouvement de libération d'entrer en contact avec la minorité européenne en raison de la répression coloniale et les difficultés de la lutte clandestine ont été des obstacles empêchant le rapprochement des communautés.

Arezki Metref : Peut-on parler d'une position dominante commune à la communauté juive, travaillée à la fois par le sionisme et par la tentation Algérie française, par rapport à l'Algérie algérienne ? Faut-il nuancer et dans quel sens ?

William Sportisse : La population juive dont les traditions culturelles se nourrissaient de la culture arabo-berbère et la proximité de ses lieux d'habitation proches de celles des musulmans a continué à maintenir avec eux plus ou moins des relations. Cependant, la population juive de Constantine craignait, comme les Européens, les lendemains de l'indé-

pendance. Même dans la minorité juive ou européenne qui n'était pas hostile aux aspirations à l'indépendance, il y avait un sentiment de méfiance sur la capacité de notre peuple à dépasser tout sentiment de haine après tous les crimes qu'il avait subis de la part du colonialisme. Par ailleurs, la minorité juive avait souffert des discriminations raciales manifestées à son égard par des Européens gagnés aux idées fascistes avant la Seconde Guerre mondiale. Elle avait souffert de discriminations à la suite des mesures prises sous le régime de Pétain qui avaient abrogé le décret Crémieux [2]. Aussi, quand en mai 1958, les menaces des forces réactionnaires et fascistes soutenues et dirigées par les dirigeants factieux de l'armée française ont organisé des comités de salut public pour s'opposer aux institutions de la République française, la crainte du fascisme a conduit cette minorité juive à la réflexion. Selon un rapport de la police française cité dans le *Camp des oliviers*, elle a «répugné» à prendre position pour ces «comités de salut public» et «donné l'impression d'un certain neutralisme».

Quant aux sionistes, ils voyaient d'un mauvais œil l'avènement d'une Algérie indépendante qui apporterait toute son aide au peuple palestinien. Leur objectif était avant tout, en se mettant au service des partisans de l'«Algérie française», de creuser davantage le fossé entre juifs et musulmans, de sorte que si l'Algérie gagnait son indépendance, les conditions seraient créées pour entraîner la minorité juive à immigrer en Israël pour planter dans les territoires palestiniens de nouvelles colonies de peuplement et étendre ainsi le territoire israélien. Les sionistes ont, partout où ils agissent, un seul objectif : contribuer au renforcement de leur ordre colonial en Palestine pour empêcher la naissance de tout Etat palestinien dans les frontières reconnues par les Nations unies et encore moins dans un seul Etat palestinien où Juifs et Arabes vivraient en paix. Des sionistes appartenant au service d'espionnage israélien ont même été envoyés à Constantine pour accomplir la sale besogne destinée à organiser, dans la population juive, la réplique des organisations paramilitaires fascistes européennes qui se sont impliquées dans les assassinats de civils algériens. Je signale cela dans le *Camp des oliviers*.

Arezki Metref : Etiez-vous à Constantine lors de l'assassinat de Raymond Leyris ? Pourquoi, par cet acte, la presque totalité de la communauté juive de Constantine, implantée dans cette ville depuis des siècles et peut-être des millénaires, a-t-elle quitté la ville en quelques heures ?

William Sportisse : Ma précédente réponse apporte des éclairages sur ce départ rapide de Constantine des Juifs après la mort de Raymond Leyris. Oui, je me trouvais encore à Constantine à ce moment-là. J'ai déploré cet assassinat, ayant connu ce cheikh de la musique andalouse et du malouf constantinois, qui fut un lecteur assidu d'Alger républicain. Il participait régulièrement avant 1954 à toutes les fêtes organisées à Constantine par notre parti pour le financement de nos organes centraux Liberté et El-Djazair Al-Djadida.

Cheikh Raymond était connu parmi les musulmans de Constantine qui appréciaient et apprécient encore son talent. Sa mort n'a fait qu'augmenter les préjugés et la méfiance dans les milieux juifs. Cette méfiance a été encore attisée par la propagande des médias colonialistes qui ont aussitôt attribué cet acte au mouvement de Libération nationale alors qu'il pouvait être celui d'un individu isolé échappant à tout contrôle, révolté contre la bestialité du régime colonial à l'égard des Algériens. Ce qui n'est pas une certitude, car on ne peut pas exclure, non plus, une manipulation provenant du colonialisme qui est maître en la matière. La perte de Raymond Leyris [3] a jeté le désarroi parmi la population juive de Constantine. Le responsable de ce désarroi, c'est le système colonial qui a toujours favorisé la division entre les communautés pour mieux régner sur les pays.

Arezki Metref : A l'indépendance de l'Algérie, vous avez naturellement décidé de rester. Vous rejoignez l'équipe d'Alger républicain et vous militez au PCA. Pourtant, une loi vous oblige, vous, le vieil Algérien qui a tout sacrifié pour l'indépendance de son pays, à demander la nationalité algérienne. Pourquoi

Suite à la page (16)



The Alesie Group of Companies exists of a network of rice mills in various countries of origin such as Guyana and Surinam as well as in the Far East such as Cambodia, Vietnam and Thailand.

We have a complete assortment in rice such as long grain white, parboiled, jasmine and basmati rice in different sizes. For the nationwide distribution of our rice products in Haiti we are looking for an **EXCLUSIVE IMPORTER / FOOD DISTRIBUTOR.**

We guarantee excellent quality and full marketing support. Please contact us via email: infoEurope@alesierice.com
www.alesierice.com

GET YOUR TAX REFUND FAST



- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

n'avez-vous pas davantage protesté contre cette loi incompréhensible ?

William Sportisse : Il convient tout d'abord de préciser que mon combat, comme celui d'autres camarades de toutes origines, pour l'indépendance correspondait à notre idéal. Les plus gros sacrifices supportés pour l'obtenir l'ont été par les couches laborieuses du pays et tous ceux qui ont perdu leur vie au cours de ce combat. Nous ne pouvons et nous ne devons jamais oublier cela. Ensuite, des tâches d'édification importantes nous attendaient. Elles nécessitaient la préservation et le renforcement de l'union des forces patriotiques. Cette divergence, à propos des conditions arrêtées pour être de nationalité algérienne, il fallait la résoudre sans aboutir à une cassure, voulue peut-être par certains, mus par une étroitesse nationaliste et désireux de diviser les forces progressistes du mouvement national. Aujourd'hui, il est vrai, notre protestation, qui s'est exprimée dans le calme auprès des dirigeants du FLN sous diverses formes, peut paraître timide et insuffisante. C'est possible.

Mais à mes yeux, ce qui était plus important, c'était de ne pas avoir suffisamment combattu l'instauration du parti unique et l'interdiction de l'activité du Parti communiste algérien. Mais malgré cette interdiction, le PCA a eu raison de travailler de toutes ses forces à l'application du contenu économique et social progressiste du programme de Tripoli (juin 1962) puis de celui de la charte d'Alger (avril 1964). Il pensait que les aspirations démocratiques des masses populaires pouvaient trouver le meilleur cadre de leur expression dans l'édification d'un front uni.

Le PCA se battait en même temps pour le renforcement d'un parti socialiste d'avant-garde. Malheureusement, en surestimant le poids réel des partisans du socialisme dans le FLN, après l'adoption de la Charte d'Alger, il avait tenté de se diluer dans un ensemble plus large, exprimant de cette manière erronée le rejet d'un sectarisme qui aurait été inattendu aux possibilités de rapprochement avec l'aile révolutionnaire du FLN. D'autres explications, en réponse à votre question à propos de cette opposition sur les conditions exigées par la Constitution pour jouir de la nationalité algérienne, sont exprimées dans le *Camp des oliviers*.

Arezki Metref : En 1965, vous êtes arrêté et torturé par la sécurité militaire pour appartenance à l'Organisation de la résistance populaire (ORP). Aujourd'hui encore, on sait très peu de choses sur cette organisation créée pour s'opposer au coup d'Etat de Boumediène de juin. Comment vous êtes-vous retrouvé dans l'ORP et quelles sont les circonstances de votre arrestation ?

William Sportisse : Tout d'abord, il faut préciser que ce coup d'Etat n'est pas l'œuvre d'un homme. Ses auteurs appartiennent aux courants hétérogènes de la petite bourgeoisie organisés dans le FLN qu'ils soient civils ou militaires. C'est en sa qualité de membre du bureau politique du FLN que Boumediène a dirigé cette coalition qui a destitué le président de la République, Ben Bella, alors secré-

taire général du FLN, parce qu'elle «désapprouvait ses méthodes de direction», selon ses propres termes. Entre ces différents courants hétérogènes de cette petite bourgeoisie arrivés au pouvoir, après le coup d'Etat, des divergences subsistaient sur les options à adopter dans les orientations politiques, économiques, sociales et culturelles, même s'ils se référaient encore, pour ne pas se couper du peuple, à l'option socialiste.

Chacun de ces courants espérait avoir le dessus sur l'autre. Et d'autres tentatives de coups d'Etat se sont produites plus tard et ont échoué. Les communistes se sont dressés contre le coup d'Etat du 19 juin 1965, non pas pour soutenir tel ou tel courant de cette petite bourgeoisie qui s'était placée derrière Boumediène ou du côté de Ben Bella, mais parce qu'ils étaient attachés à des méthodes démocratiques de gouvernement qui s'appuyaient sur la volonté populaire.

Ils considéraient qu'un coup d'Etat pouvait en appeler un autre comme ce fut le cas en Amérique latine, qu'il ouvrirait la porte à l'instabilité politique et à l'étouffement des libertés démocratiques et syndicales élémentaires, et qu'il favorisait les tentatives des puissances impérialistes de s'ingérer dans nos affaires afin de reprendre pied chez nous.

L'ORP (Organisation de la résistance populaire) était une alliance au sommet entre des dirigeants communistes et progressistes, membres du FLN, pour s'opposer au coup d'Etat et réclamer le respect de la Constitution adoptée par le peuple au lendemain de l'indépendance, la libération de Ben Bella, et la poursuite de l'option socialiste contenue dans la Charte d'Alger adoptée par le congrès du FLN.

Cette organisation, qui s'était constituée quelques jours après le coup d'Etat, n'avait pas encore réussi à obtenir des assises populaires, au moment de l'arrestation d'une partie de sa direction et de plus d'une centaine de militants communistes et nationalistes qui l'avaient rejointe.

Ces arrestations portèrent un coup dur à cette organisation. Les dirigeants et militants qui l'avaient rejointe et n'avaient pas été arrêtés poursuivirent le combat en s'organisant en 1966 dans le Parti de l'avant-garde socialiste.

Arezki Metref : Vous êtes traîné pendant des années de prison en résidence surveillée. La dernière ville qui vous accueille est Tiaret. Vous allez réimplanter le PAGES [ndlr. Parti de l'Avant-garde Socialiste], dans une ville où il n'y avait plus de communistes. Comment avez-vous réussi à mobiliser essentiellement les jeunes ?

William Sportisse : Tout d'abord, une précision : tout ce qui a été réalisé à Tiaret, pendant mon séjour dans cette ville, est l'œuvre d'un collectif de jeunes et de l'appui de nombreuses personnes qui sympathisaient avec nos idées. Ma contribution a été modeste, et il est erroné de m'attribuer les résultats de cette activité. On la doit beaucoup plus à d'autres personnes, notamment mon camarade Ichou Benamar, assigné également à résidence dans cette ville, et ensuite à



Un seul Héros, le peuple !

Abdelkader Bouteldja qui, après avoir été au FLN et à la FLN, a rejoint les rangs du PAGES. Il est vrai que mon expérience politique et organisationnelle communiquée à ces camarades les orientait dans leur activité. En outre, les conditions d'une mobilisation des jeunes existaient, car il y avait chez eux à la fois une soif de s'instruire, de se cultiver, de s'organiser et d'agir pour régler les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Le noyau de jeunes avec lesquels Benamar Ichou avait tissé des liens d'amitié nous a permis d'organiser cette jeunesse et l'aider à satisfaire ses aspirations à travers le ciné-pop puis d'une université populaire où des cours étaient dispensés par des professeurs progressistes français qui enseignaient au titre de la coopération. Moi-même je dispensais des cours de comptabilité. Un noyau de jeunes a ainsi adhéré au PAGES. Parmi ce noyau, un camarade a pris en charge l'activité en direction des ouvriers et du mouvement syndical. Toute cette activité a permis de renforcer les rangs du PAGES à Tiaret. Elle a débouché aussi sur la jonction avec le mouvement paysan dans la région qui était engagé pour l'application des dispositions prises dans le cadre de la loi sur la «Révolution agricole». J'ajouterai que l'aile progressiste de la petite bourgeoisie au pouvoir dirigée et impulsée par le président Boumediène avait réussi à prendre le dessus sur l'aile conservatrice favorable au libéralisme économique et à l'étouffement des libertés démocratiques pour les travailleurs.

La nationalisation des hydrocarbures et des autres richesses minières et l'utilisation des revenus de leur exploitation par des sociétés publiques ont contribué à l'industrialisation du pays. Cette industrialisation a pu se réaliser par sa prise en charge des sociétés publiques et des capitaux appartenant au jeune Etat algérien. Toutes ces mesures économiques puis sociales au service du peuple ont été accompagnées d'une vie démocratique associant de plus en plus le peuple à la gestion du pays. Le soutien accordé par les communistes à ces mesures a créé les conditions de leur libération des prisons où le pouvoir issu du coup d'Etat les avait jetés.

Arezki Metref : A votre retour à Alger, vous êtes cadre dans une société nationale. Par contre, en ces années 1970, le PAGES ne vous confie pas de responsabilité en dépit de votre longue expérience dans le combat communiste. Pourquoi ?

William Sportisse : Je n'ai jamais questionné mes camarades du PAGES à

ce propos pour la simple raison que je considérais que la présence d'un militant dans une direction relevait du choix de ses camarades. A mon retour à Alger, sans doute, la direction du parti a-t-elle pu juger, qu'en raison de mon arrestation, il était préférable pour la sécurité de l'activité clandestine du PAGES de ne pas me confier une responsabilité même si mon expérience pouvait lui être utile.

Et sans doute, à cette époque, la direction du PAGES pouvait hésiter à confier des responsabilités à des camarades qui, comme moi, avaient subi la répression et qui étaient plus ou moins fatigués, afin de les laisser souffler un peu, ou encore parce qu'elle n'avait pas suffisamment d'informations sur mon comportement face à la répression.

Ce n'est pas parce que j'ai eu des responsabilités dans le Parti communiste algérien que je dois les conserver toujours. Mon expérience peut être également transmise même si je milite comme on dit à la base. Cela ne peut faire que du bien de militer seulement à la base.

Et d'ailleurs, entre la base et la direction, il y a toujours des relations étroites dans un parti où le centralisme démocratique révolutionnaire est respecté. Mais je n'exclus pas non plus que les pressions exercées de l'extérieur du parti ont pu conduire à des positions d'étroitesse nationaliste pour éviter dans les directions la présence de militants de mon origine. Je ne suis pas certain de cela.

Mais la réponse à cette question et à d'autres plus importantes fait partie du besoin impératif de l'étude collective de l'histoire de notre Parti communiste algérien et du PAGES. Cela dit, je vous rassure, dans le PCA comme dans le PAGES, les relations entre camarades de toutes origines ethniques étaient empreintes d'une fraternité qui a fait notre force. Cette fraternité reposait sur nos convictions idéologiques et politiques.

Arezki Metref : Comment analysez-vous, près de 25 ans après, la sortie de la clandestinité du PAGES et son implosion ?

William Sportisse : Avant de répondre à cette question, je tiens à souligner le grand mérite de ce parti, de sa direction et de ses militants, de ses sympathisants qui, pendant près de 24 années de clandestinité, ont réussi, dans des conditions difficiles, à poursuivre le combat au service des couches laborieuses de notre pays. Comme je l'ai déjà souligné, l'histoire du PCA et du PAGES reste à faire. Elle mérite d'être connue, non seulement

pour dissiper les mensonges de ceux qui dénigrent ces deux partis, mais aussi pour instruire et inspirer les jeunes générations dans leur combat actuel. Il appartient aux militants de ces deux partis restés encore attachés à notre idéal et à ceux du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme de réaliser cette tâche si vitale. Cela dit, à la sortie de la clandestinité, les hésitations de la direction du PAGES pour mener son activité au grand jour, en raison de la situation résultant de la répression, qui s'était abattue sur les jeunes et les militants du PAGES lors de la révolte de 1988, et aussi de la montée de l'intégrisme religieux, ont été un frein pour son développement et sa liaison nécessaire avec les masses laborieuses. Le soutien, dans les années 1980, qu'elle avait accordé au président Chadli alors que celui-ci remettait en cause progressivement tous les acquis progressistes obtenus auparavant préfigurait déjà des reculs ultérieurs de cette direction. Elle n'a donné aucun mot d'ordre clair pour combattre les projets de restitution des terres nationalisées, la mise en place d'un ensemble de textes qui préparaient la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation du commerce extérieur. Elle n'a pas procédé à une analyse sérieuse de l'accentuation de la nature de classe du régime, notamment de son option pour la défense du capitalisme après les événements d'Octobre 1988 [4].

Cette direction s'est alors désintéressée des initiatives prises à la base par ses militants pour aller aux masses, avec son absence dans le choix des candidats du parti et de leur programme pour les élections municipales ou encore dans la préparation de la manifestation paysanne qui s'est déroulée à Alger pour s'opposer aux objectifs de la loi d'orientation foncière de novembre 1990 visant clairement à la restitution des terres nationalisées.

Dans ces conditions, les dirigeants du courant islamiste moyenâgeux du FIS [Front islamique du salut] ont réussi à asseoir davantage leur emprise sur les masses populaires mécontentes qui voulaient se débarrasser du système en place qui s'était éloigné de leurs aspirations.

Ajoutons que cette direction était divisée sur le texte d'orientation présenté au congrès qui s'est tenu dans les conditions de la légalité. Le texte adopté par le congrès était loin de régler les problèmes d'orientation politique du parti. Il était empreint de l'idéologie social-démocrate qui avait gagné les esprits de la majorité de la direction, surtout au lendemain de la disparition de l'Union soviétique et des autres pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Dans ces conditions, l'implosion du PAGES n'a pas tardé. La majorité de sa direction refusant de définir une stratégie d'un parti communiste fidèle aux principes marxistes-léninistes pour épouser celle de la «modernité», «ce masque élégant de la défense «moderne du capitalisme», comme l'indique si bien le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS) dans son carnet n°8 (1996) consacré au 60e anniversaire du PCA et au 30e du PAGES.

Suite à la page (19)

kréole FLAVOR

Caribbean Cuisine

Catering & Take-Out

1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210

718-258-0509

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou

Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir

Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

VENUS RESTAURANT

Specializing in
Caribbean &
American Cuisine

We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

Ashlee's Caribbean Cuisine

HOME OF AUTHENTIC
HAITIAN FOOD

Open 7 days

2026 Nostrand Avenue
(corner of Farragut Road)
Brooklyn, NY 11210

Lucky Electronics, owner

347.425.8999

AMBIANCE EXPRESS

• Restaurant
• Fritaille
• Patés

2025 Nostrand Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY

General Manager: Marie S

718.434.4287

Quand la CIA espionne le Sénat américain

La présidente de la commission du renseignement au Sénat accuse la CIA d'avoir voulu entraver une enquête sur ses interrogatoires musclés. Des déclarations d'autant plus graves qu'elles émanent d'un des partisans les plus constants des services secrets américains.

Il était déjà scandaleux que deux présidents successifs eussent dissimulé les détentions illégales, tortures et autres interrogatoires musclés et infructueux dont la CIA s'était rendue coupable sur des individus soupçonnés de terrorisme. A présent, Dianne Feinstein, présidente de la commission du renseignement au Sénat, a fourni des éléments attestant nettement que l'agence avait pu enfreindre la loi pour empêcher la révélation d'interrogatoires "très différents et beaucoup plus durs" que ce que la CIA avait décrit au Congrès.

Le 11 mars, Mme Feinstein a prononcé au Sénat un discours exceptionnel, affirmant que, jusqu'en janvier, la CIA avait fouillé les ordinateurs utilisés par des membres de la commission qui enquêtaient sur ses programmes d'interrogatoire. Ces accusa-

tions ont d'autant plus de poids que Mme Feinstein a toujours été, depuis les attentats du 11 septembre 2001, un fidèle partisan – parfois trop fidèle – des agences de renseignement et de l'extension de leurs pouvoirs.

Le même jour, le directeur de la CIA, John Brennan, a réfuté toute intrusion dans les ordinateurs de la commission. Mais Mme Feinstein a rappelé qu'en janvier M. Brennan avait reconnu que son agence avait "fouillé" ces ordinateurs. "En dehors des implications constitutionnelles" quant à la séparation des pouvoirs, "les fouilles menées par la CIA pourraient avoir enfreint le quatrième amendement [qui interdit les fouilles et saisies non justifiées], la loi sur les fraudes et les délits informatiques ainsi que le décret 12333, qui interdit à l'agence de mener des fouilles ou des activités de surveillance sur le sol américain", a-t-elle poursuivi.

Mme Feinstein a exposé dans son discours tous les actes commis par la CIA pour entraver les investigations de la commission. L'enquête a commencé en 2009, quand les sénateurs ont appris que l'agence avait détruit des vidéos des interrogatoires

effectués sous le gouvernement du président George W. Bush. Les responsables de la CIA qui ont ordonné la destruction de ces vidéos ont été blanchis par la justice après l'arrivée au pouvoir de Barack Obama.

Rapport interne

Les interrogatoires faisaient appel à toutes sortes de méthodes brutales, dont certaines – la simulation de noyade, en particulier – étaient clairement des actes de torture. Le Sénat a rédigé un rapport de 6 300 pages – qui n'est toujours pas publié – dans lequel il décrit ces méthodes et conclut que la CIA a faussement affirmé que les tortures et autres sévices avaient permis d'obtenir des informations utiles. Le rapport passe par une procédure extrêmement lente d'examen et de déclassification, en cours depuis décembre 2012. La CIA a contesté certaines de ses conclusions. Mais Mme Feinstein a confirmé mardi qu'un rapport interne rédigé par la CIA avait abouti à des conclusions similaires.

C'est parce que les enquêteurs de la commission étaient en possession de ce rapport interne – que la CIA avait refusé de communiquer au Sé-



Dianne Feinstein accuse la CIA d'avoir voulu entraver une enquête du Sénat sur ses méthodes d'interrogatoire. Washington, le 11 mars 2014

nat – que l'agence s'est livrée à ce que Mme Feinstein présente comme une intrusion illégale dans ces ordinateurs (fournis à la commission par la CIA elle-même), qui contenaient des versions préliminaires de ce rapport. Selon Mme Feinstein, les enquêteurs du Sénat ont découvert ces textes parmi les documents que la CIA avait fournis à la commission. Elle a déclaré ne pas

savoir s'ils avaient été placés là par inadvertance ou par un lanceur d'alerte. La détention de ces documents par le Sénat était, selon elle, parfaitement légale.

Le ministère de la Justice devra dorénavant mener l'enquête, mais le rapport interne de la CIA et celui du Sénat doivent être publiés. Mme Feinstein a appelé le président Obama à rendre public le rapport du Sénat, ce à quoi il s'était déjà déclaré favorable. Selon elle, ce serait "la garantie qu'un programme de détention et d'interrogatoires brutaux qui est contraire aux valeurs américaines ne puisse plus jamais être envisagé ni autorisé".

Si les agissements de la CIA sont restés aussi longtemps secrets, c'est parce que M. Obama a pris la décision, peu après son entrée en fonction, de ne pas mener d'enquêtes à leur sujet. Espérons qu'il ait compris qu'après avoir perdu le soutien de Dianne Feinstein, il ne lui reste plus qu'à encourager la transparence et l'obligation de rendre des comptes.

**The New York Times
Courier international
12 mars 2014**

Suite de la page (18)

prêt à abandonner les Frères musulmans pour le triomphe de qui Washington avait organisé les « printemps arabes », avant de les laisser tomber.

La politique des États du Golfe est devenue un invraisemblable sac de noueux dans la mesure où des monarches d'opérette mélangent leurs intérêts éatiques avec leurs ambitions personnelles et leurs affinités mondaines. Oubliés les anathèmes entre le Serviteur-deux-saintes-mosquées et le Guide de la révolution iranienne, qui négocient leur réconciliation, la querelle du jour tourne autour des Frères musulmans considérés non comme un courant idéologique, mais comme une carte à jouer.

La Syrie ne veut plus négocier la paix avec les Saoudiens

Le troisième élément nouveau, c'est la délibération, retransmise à la télévision, par le Conseil du Peuple (Parlement) de la prochaine loi électorale syrienne. Les députés ont fini par adopter une clause selon laquelle les candidats à l'élection présidentielle devront avoir vécu les dix dernières années dans le pays. Cette disposition exclut de facto les citoyens ayant fui la Syrie durant la guerre.

L'envoyé spécial des secrétaires généraux de la Ligue arabe et de l'Onu, Lakdhar Brahimi, a immédiatement déclaré que ce choix risquait de mettre fin au processus de résolution négociée du conflit. La France a déposé un projet de déclaration du Conseil de sécurité pour relancer le processus de Genève. Bien qu'il n'y soit pas fait mention de la nouvelle loi électorale, c'est la dernière tentative occidentale de considérer la guerre en Syrie comme une « Révolution » et d'envisager la paix comme un accord entre Damas et une opposition factice entièrement aux mains de l'Arabie saoudite. L'ancienne porte-parole du Conseil national syrien, Basma Kodmani, qui a été élevée dans une ambassade saoudienne, assurait que le « régime de Damas » ne serait pas en mesure d'organiser l'élection présidentielle et proposait de considérer cet échec en pleine guerre comme la preuve qu'il est une dictature. L'Otan pourrait ainsi revenir sur le devant de la scène et en finir avec Bachar el-Assad comme planifié depuis 2003 et malgré les occasions manquées des « massacres » de 2011 et du « bombardement chimique » de 2013. Pourtant, après s'être réconcilié avec Riyad, en organisant Genève 2 selon son bon vouloir, Washington se désintéresse à nouveau des collaborateurs syriens des Saoudiens.

S'il n'y a pas de Genève 3, l'Occident devra soit attaquer la Syrie (ce qui n'est pas plus possible que de prendre

la Crimée, comme on l'a déjà expérimenté cet été), soit de laisser pourrir la situation durant une décennie, soit encore de prétendre que la « Révolution » a été confisquée par les jihadistes et d'admettre que la guerre est désormais une question anti-terroriste d'intérêt global.

John Kerry, qui est un homme d'affaires avant d'être un diplomate, n'a pas de politique pré-établie, mais une tactique. Comme à l'habitude, Washington ne choisira pas une solution plutôt qu'une autre, mais mettra tout en œuvre pour privilégier un dénouement qui lui soit préférable, tout en poursuivant les autres options, au cas où. Ne pouvant plus négocier avec la Russie, il le fera avec l'autre allié militaire de la Syrie, l'Iran. Depuis un an maintenant, le département d'État discute avec la République islamique, d'abord secrètement à Oman, puis officiellement avec le nouveau président Rohani. Mais les choses se heurtent aux khomeinistes pour qui on ne parle pas aux impérialistes, on les combat jusqu'à la mort. Compte tenu des contradictions internes iraniennes, Washington a multiplié les avancées et les recules pour progresser moins rapidement que prévu.

S'il n'y a pas urgence pour les États-Unis à régler la question syrienne, il est au contraire vital de garantir la perpétuation de la colonie juive de Palestine. À ce propos, l'Iran s'est rappelé au département d'État : sur son ordre, le jihad islamique a soudainement bombardé la frontière israélienne. Téhéran, qui avait été exclu de Genève 2, s'est donc ainsi invité à beaucoup plus important : la négociation régionale. Dans cet état d'esprit, le Sénat US organisera dans une dizaine de jours une audition sur « La Syrie après Genève ». La formulation laisse entendre que l'on a fait une croix sur la prolongation de cette « conférence de paix ». Les sénateurs n'entendront pas d'experts des think-tanks israéliens de Washington, comme ils le font d'habitude lorsqu'il s'agit du Proche-Orient, mais la responsable du dossier au département d'État, leur meilleur stratège de la guérilla, et l'un de leurs deux principaux experts sur l'Iran.

En définitive, la « paix » régionale, si elle doit survenir, ne peut être qu'à la manière imaginée par John Kerry : en sacrifiant le peuple palestinien plutôt que la colonie juive. Hassan Nasrallah a mis en garde contre cette injustice, mais qui s'y opposera alors que les principaux leaders palestiniens ont déjà trahi leurs mandants ?

**Réseau Voltaire | Damas (Syrie)
14 mars 2014**

Suite de la page (13)

s'occuper de cela aussi mais leur tâche est d'exiger la mise en œuvre de changements profonds et de faire fonctionner le parlement [Rada]. Si le parlement ne fonctionne pas, c'est le chaos total qui vous attend. Donc, on peut penser qu'un manifestant, qu'un médecin, c'est quelqu'un qui compte, qui compte beaucoup, mais ce ne sont pas des responsables politiques, et, d'une façon ou d'une autre, ces gens vont devoir s'accommoder de la situation durant les prochaines semaines. »

En substance, Ashton dit à Paet que Bogomolets, comme militante et comme médecin, n'a pas à se mêler de critiquer les décisions politiques machiavéliques de l'opposition parlementaire ukrainienne que pilote le trio Vitali Klitschko – Arseniy Yatsenyuk – Oleh Tyahnybok (le boxeur, le vétéran de la Banque mondiale, et le chef des néonazis du parti Svoboda). En d'autres termes, Ashton sous-entend qu'un boxeur, un technocrate de la Banque mondiale et une brute nazie sont davantage qualifiés pour se prononcer sur l'avenir de l'Ukraine qu'une femme soucieuse de faire la lumière sur le rôle de l'opposition dans le massacre des manifestants de son propre camp, utilisés comme de la chair à canon, doublé du massacre des policiers qui s'efforçaient de restaurer l'ordre public.

Aussitôt que cette conversation entre Ashton et Paet a été révélée au grand jour, les grands médias qui contrôlent l'information en Occident ont émis des doutes sur son authenticité. Ils ont dégainé et agité dans tous les sens leurs sarcasmes et leurs slogans anticonspirationnistes habituels. Toutefois, les services du ministre estonien des Affaires étrangères ont confirmé l'authenticité de l'enregistrement dans un communiqué à la presse indiquant que : « La conversation entre le ministre des Affaires étrangères, Urmas Paet, et la responsable des Affaires étrangères de l'Union européenne, Catherine Ashton, mise en ligne ce jour sur internet, est authentique. Il s'agit d'un échange téléphonique. Ces paroles ont été échangées par Urmas Paet et Catherine Ashton le 26 février, à l'issue du déplacement en Ukraine du ministre estonien des Affaires étrangères, immédiatement après l'interruption des violences. Le ministre des Affaires étrangères, Urmas Paet, rapporte les commentaires qu'il a faits sur les réunions du jour précédent et exprime ses préoccupations à propos de la situation en cours. Monsieur Paet a confié qu'il estimait « tout à fait regrettable qu'une telle intercep-

tion [de son entretien téléphonique] ait pu advenir ». Il est manifeste, depuis le début, que les événements survenus en Ukraine ont été planifiés par des provocateurs, des agitateurs, des experts en « révolutions colorées », sortis des tiroirs du département d'État US, de la CIA, du MI6 britannique et de l'Union européenne. Le plan de route de Catherine Ashton vient compléter celui de Victoria Nuland, éventé lui aussi malencontreusement par une autre écoute téléphonique en janvier dernier [2]. L'échange téléphonique entre Geoffrey Pyatt, l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine, et Victoria Nuland, a révélé que l'administration Obama était déjà en train de sélectionner les récipiendaires des portefeuilles du futur gouvernement ukrainien alors même que Catherine Ashton et Jeffrey Feltman, son duplicata idéologique, sous-secrétaire général de la Commission des Affaires étrangères de l'ONU, faisaient mine de s'intéresser à la recherche d'une solution négociée à la crise, avec Ianoukovytch, le président élu démocratiquement. Nuland, qui exprimait son soutien à l'accession de latsenyuk à la tête de l'État ukrainien, avait manifesté tout l'intérêt qu'elle porte à la coopération avec ses homologues européens en se fendant d'un « Que l'Union européenne aille se faire enculer ! » Elle venait de dire à Pyatt que les États-Unis réaliseraient leurs objectifs politiques avec le soutien préalablement négocié et réglé de la délégation de l'ONU. Feltman [3], qui conduisait cette délégation, emmenait dans son sillage son patron, le secrétaire général Ban Ki-moon, connu des journalistes de son pays comme « l'insaisissable anguille », un souvenir évocateur du temps de ses anciennes fonctions de ministre des Affaires étrangères de la Corée du Sud, et le diplomate Robert Serry, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU en Ukraine. Dans la même conversation, Victoria Nuland exprime aussi sa grande confiance en Robert Serry, l'ancien ambassadeur du Danemark en Ukraine, né à Calcutta, avec un nom plutôt inhabituel pour un Danois. Lorsqu'il exerçait en tant que coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Proche-Orient, Serry avait déploré les attitudes partiales et discriminatoires envers Israël dans l'enceinte des Nations unies. Pareil langage ne pouvait manquer de lui gagner les faveurs de Nuland et Feltman, tous deux étant connus pour leur double allégeance, plaçant les intérêts d'Israël sur le même plan que ceux des

États-Unis.

Il est clair que ni l'échange téléphonique de Catherine Ashton, ni celui de Victoria Nuland, ne devaient parvenir jusqu'aux oreilles des masses. Pourtant, ne leur en déplaise, grâce à des agents des services de sécurité ukrainiens loyaux et compétents, le monde entier n'ignore plus rien de la perfidie de ces deux femmes badinant plaisamment sur la voie la plus sûre pour précipiter l'Europe—voire le reste de la planète— dans un embrasement épouvantable.

Notes

- [1] « La propagande anti-ukrainienne et les mystérieux snipers », Réseau Voltaire, 6 mars 2014.
- [2] « Conversation entre l'assistante du secrétaire d'État et l'ambassadeur US en Ukraine », Oriental Review/ Réseau Voltaire, 7 février 2014.
- [3] « Jeffrey Feltman, sous-secrétaire de l'Onu ET ambassadeur des États-Unis », Réseau Voltaire, 6 mars 2014.

Source Strategic Culture Foundation
Traduction Gérard Jeannesson

Réseau Voltaire 12 mars 2014

**RADIO
PA NOU**
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com

- Depuis 2002**
- Nouvelles
 - Analyse
 - Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Ukraine, Palestine, Syrie John Kerry n'a pas de poli- tique, mais une tactique



Le secrétaire d'État John Kerry (ici lors de son escale à Rome) n'a pas de politique prédéfinie. Il prend l'initiative sur tous les sujets, non pas de manière à emporter des victoires décisives, mais pour trouver des occasions de faire avancer ses pions. Ainsi, après avoir soutenu le coup d'État de la CIA en Ukraine, il se préoccupe aujourd'hui non pas de l'avenir de la Crimée, mais de la manière dont il pourra tirer parti au plan économique global de sa défaite politique locale.

par Thierry Meyssan

Dans le monde globalisé, chaque conflit est lié aux autres. Ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine rejaillit donc dans d'autres régions. Pour Thierry Meyssan, les rodomontades de Washington ne sont pas destinées à faire la guerre à Moscou, mais à pousser les Européens à se couper le bras pour son plus grand profit. De même, l'abandon du processus de Genève peut être un moyen de laisser tomber les intérêts saoudiens et de se concentrer sur un règlement en Palestine.

Trois événements sont venus bousculer la scène internationale : d'une part, la crise opposant les Occidentaux à la Russie à propos de l'Ukraine, d'autre part, la guerre secrète que les États du Golfe ont déclaré les uns contre les autres, enfin l'adoption par le Conseil du Peuple syrien d'une loi électorale qui exclut de facto la candidature de citoyens ayant fui le pays au cours de la guerre.

Les États-Unis avaient prévu une quatrième événement, une « révolution colorée » au Venezuela, mais l'opposition n'est pas parvenue à rallier à elle les couches populaires. Il lui faudra abattre cette carte plus tard.

Washington veut tourner sa défaite en Ukraine en une victoire pour son économie

La crise ukrainienne a été préparée et mise en œuvre par les Occidentaux, elle a pris la forme d'un coup d'État sur fond de violences télévisées. La Russie y a répondu avec habileté, suivant la stratégie de Sun Tzu, prenant la Crimée sans combattre et laissant les problèmes du pays, économiques et politiques, à ses adversaires. Malgré les rodomontades de Bruxelles et de Washington, les Occidentaux ne joueront pas de second coup et ne prendront aucune sanction économique significative contre Moscou : L'Union européenne exporte 7 % de sa production vers la Russie (123 milliards d'euros en machines outils, automobiles, produits chimiques...) et importe 12 % de ses biens (215 milliards d'euros principalement en hydrocarbures). Le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la France seraient particulièrement touchés. La City est largement financée par des avoirs russes qui sont en train de s'évaporer, comme l'a montré une note interne de Downing Street photographiée par la presse britannique. Des sociétés comme BP, Shell, Eni, Volkswagen, Continental, Siemens, Deutsche Telecom, Reiffen, Unicredit — et certainement bien d'autres — seraient coulées. Aux États-Unis, la situation est meilleure, mais certains multinationales, comme la seconde entreprise du pays, Exxon, ont des avoirs considérables en Russie.

Quoi qu'il en soit, Washington tient un discours très vigoureux qui l'obligera à réagir. Tout se passe comme si le coup d'État avait été préparé par les radicaux du régime (Victoria Nuland, John McCain...) et avait embarqué initialement le président Obama,

mais qu'il lui offrait une occasion inespérée de résoudre sa crise économique au détriment de ses alliés : les troubles en Ukraine, s'ils se généralisent au plan économique ou politique en Europe, pousseront les capitaux actuellement basés sur le vieux continent vers Wall Street. Ce serait l'application à la fois de la doctrine Wolfowitz de 1992 (empêcher que l'Union européenne ne devienne un potentiel compétiteur des États-Unis) et de la théorie de Christina Romer de 2009 (sauver l'économie US par une absorption des capitaux européens comme à la fin de la crise de 1929). C'est pourquoi on doit s'attendre à un gel des relations diplomatiques entre Washington et Moscou, en apparence tout au moins, et à une forte récession en Europe en 2014.

Dans ces conditions, on ne voit pas comment l'accord sur la paix générale au Proche-Orient pourrait être mis en œuvre, alors que chaque pièce de l'échiquier était sur le point de trouver sa place. D'ores et déjà, le projet de Genève 3 pour la Syrie est interrompu sine die. Tandis que celui de « paix » israélo-palestinienne, qui avait avancé avec le retour de Mohamed Dahlan, a été torpillé par la Ligue arabe qui s'oppose — pour le moment — à la reconnaissance d'Israël comme « État juif ».

Les États du Golfe se déchirent à propos des Frères musulmans

Autre élément nouveau : la guerre secrète que se livrent désormais entre eux les États du Golfe. Le Qatar a soutenu une tentative de coup d'État des Frères musulmans aux Émirats, en novembre. Les Émirats, l'Arabie saoudite et le Bahreïn viennent de suspendre leurs relations diplomatiques avec le Qatar et les Saoudiens ont commandité un attentat à Doha. Le Qatar ne semble pas

Suite à la page (17)

¡Hasta siempre Comandante!, Chavez pour toujours!

Chavez, un feu qui ne s'éteint pas

Par Jorge Legaño Alonso

Il y a un an, la caserne de La Montaña à Caracas accueillait la dépouille du président Hugo Chavez, le commandant des Vénézuéliens. Ce qui fut le siège de son commandement militaire, le 4 février 1992, demeure un site chargé d'histoire, toujours débordant de visiteurs. Un lieu de rencontre et de pèlerinage pour ses partisans et ses amis résolus à poursuivre la lutte.

Un homme qui s'est dévoué pour son pays.

À 16h 26 du 5 mars 2013, son cœur vénézuélien a cessé de battre. Cependant, son souvenir reste présent dans les rues, dans l'esprit des gens et de tous ceux dont les yeux s'illuminent à sa seule évocation. Ces douze derniers mois n'ont pas été faciles pour son peuple fidèle, qui a dû relever le défi de faire face à une guerre économique terrible, vivre deux élections, y compris l'élection présidentielle, un mois à peine après son décès, et les « guarimbas », ces manifestations violentes sous forme de blocages de rues imposées par ceux qui ont balayé le mot démocratie de leur langage et misent sur la violence pour s'emparer du pouvoir.

Dans le Venezuela de Chavez, j'ai bavardé il y a quelques jours avec une jeune femme dont j'ai fait la connaissance lorsque j'ai foulé le sol de ce pays pour la première fois il y a quelques années. Elle s'appelle Maritza et travaille à la mission sociale Barrio Adentro depuis plusieurs années, si bien que pour elle, un Cubain est comme un ami, une sorte de « confident » auquel on peut faire confiance et livrer ses pensées en toute franchise. Nous avons parlé de tout et de rien... De la situation du pays, de la vie... jusqu'à ce qu'elle revienne sur un sujet qui la passionne : « Chavez, c'est plus qu'un corps », m'a-t-elle dit.

Hugo Chavez au balcon du peuple surplombant les jardins du Palais de Miraflores, à Caracas. « Cet homme nous a changé la vie à tous, et il est parti comme il est venu, sans crier gare, et il faudra longtemps avant qu'il y en ait un autre comme lui, au point que ni toi ni moi ne serons là pour le voir. Mais il y a Maduro, et nous allons le suivre parce que la lutte continue », a-t-elle ajouté. Pour Maritza, ces mots ne sont pas vides de sens. Ce sont des mots qui lui viennent du cœur, devenus une raison de vivre. Elle est consciente du moment historique que vit son pays et elle est



Hugo Chavez et Nicolas Maduro

résolue à agir en conséquence.

Hugo, l'ami, est pleuré par la majorité du peuple de son pays. Les gens regrettent Hugo Chavez parce qu'il a eu, pendant quatorze ans, la lucidité et le courage de considérer qu'il était de son devoir de les faire profiter des richesses du pays, qui étaient aux mains d'une oligarchie au service de l'empire. Il a eu l'audace de traiter les lois de l'argent par le mépris, une attitude blasphématoire et condamnable aux yeux de la bourgeoisie et des classes aisées.

Un an s'est écoulé, et Hugo Chavez vit dans chaque Vénézuélien, dans chaque Latino-américain, dans chaque être humain qui se bat pour un monde plus juste, plus libre, plus fraternel.

Comandante éternel de la Révolution bolivarienne.

Le souvenir du président Chavez et ses idées sont partout dans les rues. Des effigies fleurissent sur les murs et les portes, sur les tee-shirts et les cartables des écoliers, comme pour rappeler que son seul objectif était le bonheur de son peuple.

La figure de Hugo Chavez est devenue un symbole, à l'instar de la photographie mythique du Che prise par Alberto Korda. Mais cette fois, ce n'est pas une icône, les photos de Chavez sont nombreuses : de face, de profil, ses yeux, sa signature...

Charismatique — il n'était pas rare de voir des larmes sur les visages de ses partisans lors de ses discours qui attiraient parfois des centaines de milliers de personnes —, Hugo Chavez était capable de mêler dans une même intervention chansons romantiques et

démonstrations d'érudition. Il avait développé un style de gouvernement atypique, faisant appel à son instinct naturel mais aussi à sa formation de soldat.

Chavez est passé de la lutte politico-militaire à celle du cœur, en dédiant sa vie et son âme à son peuple.

Ainsi, en arpantant les rues du centre de Caracas, l'on s'aperçoit qu'une ferveur quasi-religieuse s'est développée autour de la figure du commandant Chavez, qui est l'objet d'un culte dans son pays. Dans les magasins d'objets religieux, il n'est pas rare de voir une effigie de Notre-Dame de Coromoto flanquée d'une statuette de Chavez. Certains le surnomment le « Saint des pauvres », et d'autres le comparent à José Gregorio Hernandez, un médecin du début du XXe siècle, vénéré par les Vénézuéliens pour sa bonté envers les pauvres.

Même si les ennemis du chavisme veulent étouffer sa voix, ils n'y arriveront pas, car les Vénézuéliens portent dans leur cœur celui qui combattit pour une cause juste et fut à l'origine de la Révolution bolivarienne et d'un projet commun pour un Venezuela meilleur.

Il n'est pas rare de rencontrer des jeunes portant des tatouages des « yeux de Chavez ». C'est un hommage, certes, mais aussi « pour ne jamais oublier ce que représente d'être chaviste ». Parce que sur ces terres, Chavez est sans aucun doute une lumière qui ne s'éteindra pas, même si la mort s'est interposée.

(Granma International édition en français, 5 mars 2014)

TAP TAP

HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Grenadier Multi-Service

- **Income Tax Preparation**
(Rapid Refund, Electronic Filing, Business Taxes)
\$30 off tax preparation
- **Translations** (English, Français, Kreyòl)
- **Immigration** (Documentation Preparation)
- **Faxing & Copies**

1583 Albany Avenue,
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718.421.0162
Cell: 917.202.3833

Arezki Metref : Vous avez contribué à la naissance du PADS ? C'est quoi, dans l'Algérie et le monde actuels, être communiste ?

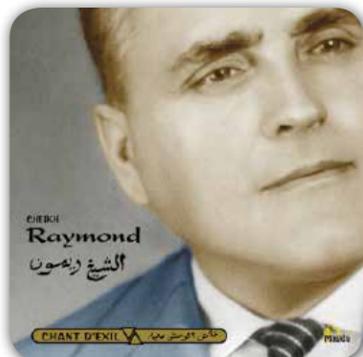
William Sportisse : Je n'ai pas contribué à la naissance du PADS. Au moment de sa création, j'étais absorbé par la responsabilité que j'avais à Alger républicain et j'hésitais. C'était une erreur de ma part de m'engager dans cette initiative lancée par des camarades du PADS dont certains n'étaient pas suffisamment connus de mon côté. J'ai adhéré au PADS en 1994. Etre communiste de nos jours, c'est demeurer fidèle à notre idéologie marxiste-léniniste toujours vivante et actuelle même si l'Union soviétique a disparu. Etre communiste dans le monde actuel, c'est résister aux mensonges des médias capitalistes sur l'expérience de l'URSS et des autres pays socialistes, c'est la faire connaître dans sa réalité avec tout ce qu'elle a apporté pour le progrès de toute l'humanité, pour la paix du monde, pour la liberté des peuples

dominés par le colonialisme, et dans ses faiblesses favorisées par les courants opportunistes pour la détruire. C'est continuer à éveiller la conscience des couches laborieuses qui souffrent des méfaits du capitalisme. C'est déclarer et expliquer que ce système a fait son temps et qu'il faut le détruire pour construire une autre Algérie, un autre monde où la fraternité et la paix régneront entre les hommes quand seront supprimées l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination d'un peuple sur un autre. Etre communiste aujourd'hui en Algérie et dans le monde, c'est adopter une stratégie pour la destruction du capitalisme et la construction du socialisme. Certes, cette stratégie ne négligera pas du tout, au contraire, l'organisation des luttes quotidiennes pour des revendications immédiates (droit au travail, à des conditions humaines de travail, au logement, à la santé, à la paix, etc.).

Ce combat doit passer par l'organisation des masses populaires et leur intervention dans le choix des solutions qui doivent être constamment

rattachées à cet objectif stratégique du socialisme. Ce combat doit aussi passer par la construction d'un Parti communiste enraciné dans la classe ouvrière et d'une large alliance populaire des ouvriers avec les autres couches laborieuses du pays qui sont les outils de la réalisation de cet objectif stratégique. C'est cela le plus important de nos jours pour être communiste.

Certains peuvent nous traiter d'utopistes, mais ce qui peut paraître une utopie aujourd'hui deviendra une réalité dans l'avenir. Dans la société esclavagiste, les révoltes ont été souvent étouffées par la force, mais, en définitive, ce système a été détruit. On peut citer d'autres exemples comme celui de la défaite de la Commune de Paris qui était anticapitaliste mais qui a été ensuite vengée par la Révolution socialiste d'octobre. On peut aussi penser à l'expérience de l'Algérie : aux révoltes défaites après l'occupation coloniale de 1832, mais toutes les luttes menées ensuite ont abouti en 1962 à l'indépendance de l'objectif stratégique. Etre communiste, c'est apprendre à refu-



La perte de Raymond Leyris a jeté le désarroi parmi la population juive de Constantine

ser le défaitisme, les solutions illusoire qui nous détournent.

Le soir d'Algérie 4 mars 2014 2014 Solidarité internationale 11 mars 2014

Ndlr.

[1] **Camp des oliviers**: quartier populaire et mixte de Constantine où a

grandi W. Sportisse; livre éponyme.

[2] Le **décret Crémieux** (du nom d'Adolphe Crémieux) est le décret no 136 qui accorde d'office en 1870 la citoyenneté française aux 35 000 Juifs d'Algérie.

[3] **Raymond Raoul Leyris** né à Constantine en 1912, est un chanteur et oudiste (joueur d'oud [instrument de musique à cordes pincées très répandu dans les pays arabes]) français d'Algérie. Maître de la musique arabo-andalouse, artiste juif, il chante en arabe. Révéré aussi bien par les Juifs que par les musulmans d'Algérie, qui l'appellent «Cheikh Raymond» en signe de respect. http://fr.wikipedia.org/wiki/Cheikh_Raymond - cite_note-interview-2 est tué le 22 juin 1961 à Constantine.

[4] événements d'Octobre 1988 : cascade de manifestations sporadiques et non contrôlées, dans plusieurs villes du pays pendant lesquelles, durant plusieurs jours, les manifestants ont détruit plusieurs infrastructures de l'Etat et des biens civils. L'armée algérienne est sortie de sa réserve pour contrôler la situation.

Directory Classified

Tel: 718-421-0162 editor@haitiliberte.com

ADOPTION

The stork didn't call; we hope you will! Loving, happy family seeking to adopt baby to complete our family. Contact Robin/Neil: 866-303-0668, www.mladopt.info

ADOPTION

Adoption- Creative, married couple ready to be parents. We'll care about you and love your baby unconditionally. Mary & Mike 917-837-5696, marymikeadopt@gmail.com Expenses Paid. Legal. Confidential.

AUCTIONS

Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

AUCTIONS

AUCTION CHEMUNG COUNTY REAL PROPERTY TAX FORECLOSURES. 150+ Properties, Wednesday, March 26 @ 11AM. Holiday Inn, Elmira, NY. 800-243-0061 HAR, Inc. & AAR, Inc. Free brochure: www.NYSAUCTIONS.com

AUCTIONS

Chincoteague Bay Home Auction 3-Story, 4 BR/3 BA Thur., April 3, noon 3367 Starboard St., Greenbackville, VA Previews: Sat., March 22 & 29, 10 am-2 pm. Front/rear decks, golf community, Deepwater canal access & more! United Country-A.B. Cole & Associates VAAF796; 877-539-9866 ABColeAuctions.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes,

benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call 917-336-1254 Today!

DRIVERS

Heating And Air Conditioning Technician Training! Fast Track, Hands On, National Certification Program. Lifetime Job Placement. VA Benefits Eligible! 1-877-994-9904

HELP WANTED

DRIVERS with own car or van for AUTO PARTS DELIVERY in Brooklyn, Queens, Bronx. Call Steve 917-335-2660 or Halo 917-709-3194.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License

WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. Women 21-31. EGG DONORS NEEDED. 100% Confidential/Private. Help Turn Couples Into Families with Physicians on The BEST DOCTOR'S List. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

HELP WANTED

COPART DIRECT has IMMEDIATE OPENINGS for FRIENDLY/MOTIVATED SALES & CUSTOMER SERVICE REPS. Competitive base and great BENEFITS PACKAGE! E-MAIL TODAY, INTERVIEW TOMORROW! jobinquiries@copart.com

HELP WANTED

AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students - Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

Reverse Mortgages

Draw all eligible cash out of your home and make no mortgage payments EVER!

CALL 1-888-660-3033 TODAY TO SEE HOW MUCH YOU QUALIFY FOR and for a FREE 27 page catalog!

All Island Mortgage

A Leader in Reverse Mortgages Serving all of Florida & New York! 496 Route 347, Suite 308 • Smithtown, NY 11787 NMLS # 3740

- No change in ownership. You retain the title
- No income or credit requirements
- Must be 62 or older!
- SAFE, SIMPLE & SECURE
- Allows homeowners to live in their home
- FHA gov't insured
- TAX FREE CASH

DONATE YOUR CAR

Wheels For Wishes benefiting

MAKE-A-WISH

Metro New York and Western New York

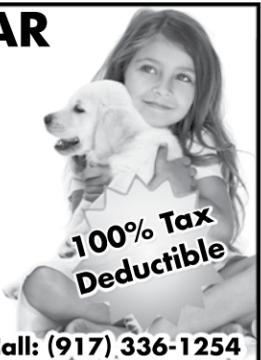
*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE

*We Accept All Vehicles Running or Not

WheelsForWishes.org

*Share the Power of a Wish

Call: (917) 336-1254



DAISLEY INSTITUTE

495 Flatbush, Brooklyn, NY
4 N. Main St., Spring Valley, NY 10977



718-467-8497

TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.

Call 845-578-9840

GET ON TRACK TO A GREAT NEW JOB.

What kind of work would you like to do? Do you have the skills you need to find and keep a job?

J O B M A P from Queens Library.

It's free.

Go to jobmap.queenslibrary.org to get started or phone 718-990-8625.



Queens Library



If You're Ready to Buy a Home, We Are Ready to Help.

The State of New York Mortgage Agency offers: Up to \$15,000 of Down Payment Assistance

1-800-382-HOME(4663)

www.sonyma.org



DJ KOLE'M DOUCE "SINGERS & DANCERS"

WEDDINGS, COMMUNION, SWEET 16
BAPTISM, BARBECUE PARTY
FUNDRAISING PARTY, BABYSHOWER,
BIRTHDAY, GRADUATION, ANNIVERSARY,
BACKYARD PARTY.... APARTMENT PARTY



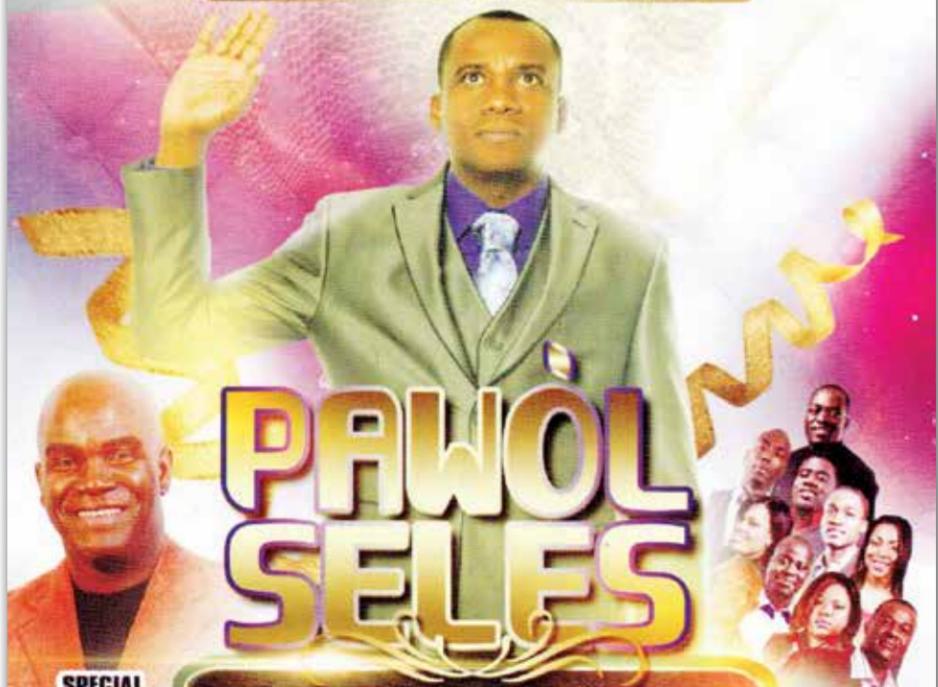
DJ KOLE'M DOUCE "SINGERS & DANCERS"

ON TOP OF THE WORLD
TAKING KOMPAS TO HIGHER LEVEL

(646) 427-4509

THE BEST SOUND IN TOWM

Seles Productions present



PAWOL SELES

3 YEARS Anniversary

SPECIAL GUESTS:
CLAUDE AURELIEN
AND COMEDIAN
KONPE DAGRIYIS

SPECIAL GUEST:
MIRACLE GOSPEL BAND
AND MANY MORE

SAT. MARCH 29TH, 2014

TIME: 7PM - 11PM DOORS OPEN AT 6:30PM

AT DON. ADULTS: \$20 IN ADV. - \$25 AT THE DOOR // \$10 KIDS

ERASMUS HIGH SCHOOL

911 FLATBUSH AVE BROOKLYN, NY 11226

BUS 41, BUS 35 TO CHURCH AVE & FLATBUSH

CONTACT: 718-419-9517 // 917-293-5670 // 917-405-9174

AROMARK SHIPPING

AROMARK SHIPPING SPECIALIZES IN SHIPPING FULL CONTAINER LOADS WITH PERSONAL EFFECTS, HOUSEHOLD GOODS, COMMERCIAL CARGO, CARS, TRUCKS, BUSES FROM NY PORT TO HAITI EVERY WEEK, SAILING TIME 10 to 12 DAYS.

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

EVERY FRIDAY FROM 8 AM TO 3.30 PM WE RECEIVE CARS, TRUCKS, BUSES IN RED HOOK MARINE TERMINAL 143 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231 (CORNER HAMILTON AVE & VAN BRUNT ST) EXIT 26 ON BROOKLYN QUEENS EXPRESSWAY FROM VERRAZANO BRIDGE

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.

Please call GABRIEL or ROBERT: **973-690-5363**
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com

FREE BASIC ENGLISH CLASSES!!

FREE ESL CLASSES
(ENGLISH AS A SECOND LANGUAGE)

at

HAITI LIBERTE
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210

DAYTIME/ EVENING CLASSES

Space is Limited!
Pre-Registration required

For more information and to find out if you are eligible please call Mr. Berthony Dupont at 718-421-0162

A project of the
JCC of Greater Coney Island
3001 West 37th Street Brooklyn, New York 11224
www.jccgci.org
in conjunction with
Friends of Haiti Liberte

Funded in part by: The New York State Education Department • NYC Department of Youth and Community Development • NYC Council

Jewish Community Council of Greater Coney Island is an equal opportunity employer/program. Auxiliary aids and services are available upon request to individuals with disabilities.